TERMINALE SPECIALITE SES – 2024/2025

LYCEE du PARC IMPERIAL NICE / Juliette Haÿ

CHAPITRE. QUELLES POLITIQUES ECONOMIQUES DANS LE CADRE EUROPEEN ?

Programme Officiel :

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?	- Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance. - Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence. - Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture. - Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).

DEFINITIONS des CONCEPTS INDISPENSABLES : intégration européenne, marché unique, zone euro, croissance économique, politique européenne de la concurrence, politique monétaire unique, politique budgétaire, BCE, défaut de coordination, choc asymétrique.

DEFINITIONS des CONCEPTS COMPLEMENTAIRES : zone de libre-échange, union douanière, union économique, union économique et monétaire, politique industrielle, pacte de stabilité et de croissance, politique économique, coordination, policy mix, passager clandestin, choc symétrique, zone monétaire optimale, déficit public, dette publique, entente (ou cartel), entente illicite, abus de position dominante, opérations de concentrations, aides d'Etat, économies d'échelle, meilleure allocation des ressources, taux d'intérêt directeur, pouvoir de marché, stabilisateur automatique.

INTRODUCTION

En novembre 1954, Jean Monnet écrivait : « Nos pays sont devenus trop petits pour le monde actuel, à l'échelle des moyens techniques modernes, à la mesure de l'Amérique et de la Russie d'aujourd'hui, de la Chine et de l'Inde de demain. L'unité des peuples européens réunis dans les Etats-Unis d'Europe, est le moyen de relever leur niveau de vie et de maintenir la paix ».

La construction européenne résulte d'un projet politique car elle repose sur la volonté d'empêcher le retour de la guerre en Europe en développant la coopération et la solidarité économiques entre les pays pour garantir la paix et assurer la prospérité économique.

Dès l'origine, il ne s'agit pas seulement de favoriser la libre circulation des marchandises mais aussi :

- d'intensifier les liens commerciaux et culturels
- de favoriser les coopérations entre les entreprises, universités, laboratoires de recherche
- de susciter et de favoriser les échanges culturels (ex : programme Erasmus)
- de mettre en place des politiques communes.

Les 3 principaux critères caractérisant l'intégration européenne sont :

- le marché unique ;

- la monnaie unique : l'€uro

- l'intégration des politiques économiques : politique de la concurrence, politique budgétaire et politique monétaire.

PLAN DU CHAPITRE

I. L'INTEGRATION EUROPEENNE ET LES EFFETS DU MARCHE UNIQUE SUR LA CROISSANCE

A) LES GRANDES CARACTERISTIQUES DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

OA : Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro).

1° Les 5 degrés et étapes d'intégration économique

2° Le caractère atypique de l'intégration européenne

B) LES EFFETS DU MARCHE UNIQUE SUR LA CROISSANCE

OA : Comprendre les effets du marché unique sur la croissance

II. LES POLITIQUES ECONOMIQUES DANS LE CADRE EUROPEEN

A) LA POLITIQUE EUROPEENNE DE LA CONCURRENCE : OBJECTIFS, MODALITES ET LIMITES

OA : Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.

1° Les objectifs de la politique européenne de la concurrence

2° Les modalités de la politique européenne de la concurrence

3° Les limites adressées à la politique européenne de la concurrence

B) LES POLITIQUES ECONOMIQUES EN EUROPE (rappel de 1ère)

OA : Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture

1° Qu'est-ce qu'une politique économique et quels sont ses objectifs ?

2° Quels sont les grands déséquilibres économiques ?

3° Politiques structurelles et conjoncturelles

C) LES POLITIQUES CONJONCTURELLES EUROPEENNES

OA : Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens

1° La politique monétaire unique dans la zone euro

2° Des politiques budgétaires nationales mais sous contraintes

III. LES DIFFICULTES DE COORDINATION DES POLITIQUES CONJONCTURELLES DE LA ZONE EURO

OA : comprendre les difficultés soulevées par la coordination entre une politique monétaire unique et des politiques budgétaires souveraines mais contraintes par le PCS (défaut de coordination, chocs asymétriques)

A) DEFAUTS DE COORDINATION DES POLITIQUES CONJONCTURELLES

1° Défauts de coordination entre la politique monétaire unique de la BCE et les politiques budgétaires discrétionnaires

2° Défauts de coordination entre les politiques budgétaires discrétionnaires menacées par des comportements de passager clandestin

B) DES REACTIONS COMPLEXES DES POLITIQUES CONJONCTURELLES AUX CHOCS ASYMETRIQUES

1° Les chocs asymétriques renforcent les défauts de coordination de la politique monétaire unique

2° Les chocs asymétriques limitent les politiques budgétaires discrétionnaires contraintes par le PSC

I. L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ET LES EFFETS DU MARCHE UNIQUE SUR LA CROISSANCE

A) LES GRANDES CARACTERISTIQUES DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

Objectifs d'apprentissage *: Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro)*
Concepts indispensables *: Intégration économique, Marché unique, Zone euro, Croissance économique* ***Concepts complémentaires*** *: Zone de libre-échange, Union douanière, Marché commun, Union économique, Union économique et monétaire*

Document 1. L'intégration européenne et son marché unique

VIDEO C'EST QUOI L'UNION EUROPÉENNE ? - Les essentiels de Jamy
VIDEO jusqu'à 7'16 (2932) L'intégration européenne et le marché unique - YouTube

VIDEO pour les élèves
(2932) L'Union Européenne, une expérience originale d'intégration des économies - YouTube

Exercice de classe inversée : vidéo à lire en amont du cours pour pouvoir suivre (jusqu'à 7'16)

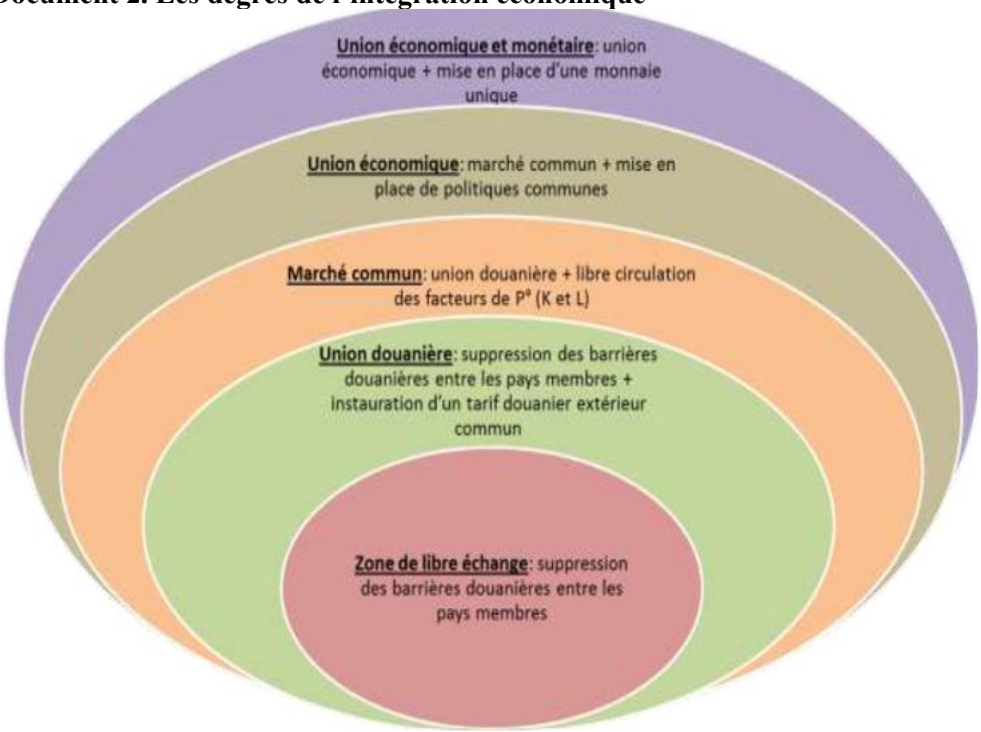
Q1. A quoi a conduit ce projet politique de la construction européenne ?

Ce projet politique de la construction européenne a conduit à l'…….. .

Q2. Définissez ce concept.

…… = processus de développement des échanges et des politiques communes conduisant plusieurs économies distinctes à la formation d'un espace économique unique en Europe.

Document 2. Les degrés de l'intégration économique



Source : Manuel de SES Magnard 2020

Q3. Combien distingue-t-on de degrés d'intégration économique ?

On distingue **…… degrés d'intégration économique** (voir schéma en « poupées russes » ci-dessus).

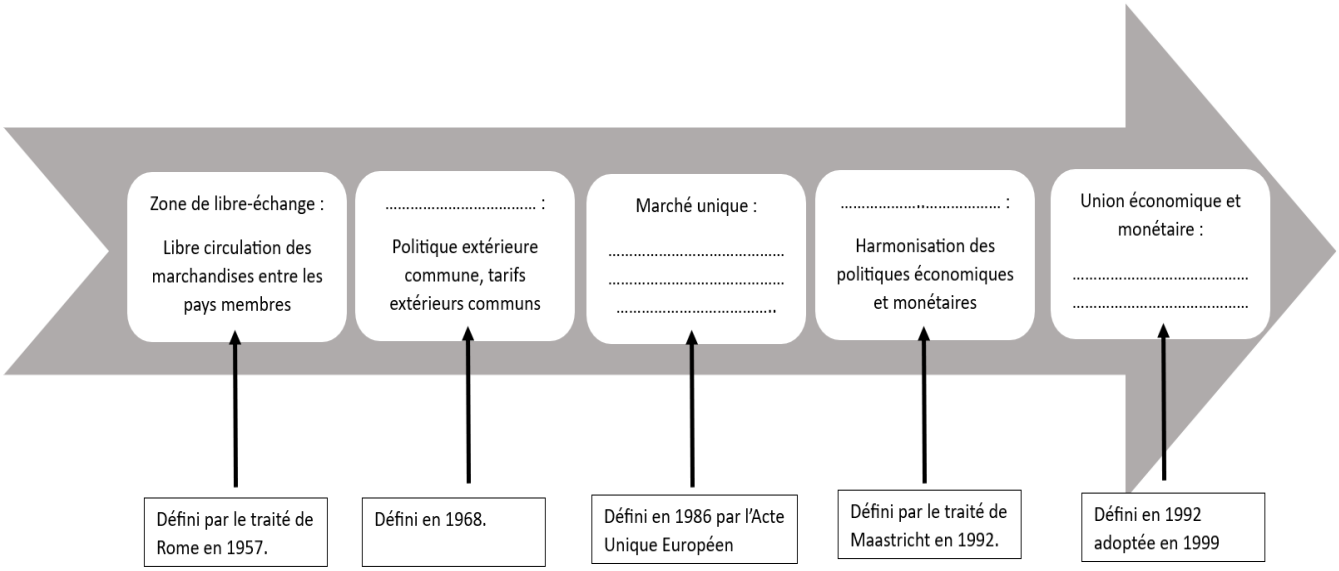
Q4. A l'aide des termes suivants, complétez le schéma : union économique, union dounière, union économique + monnaie unique, libre circulation des facteurs de production :
Source : E. Zaoui

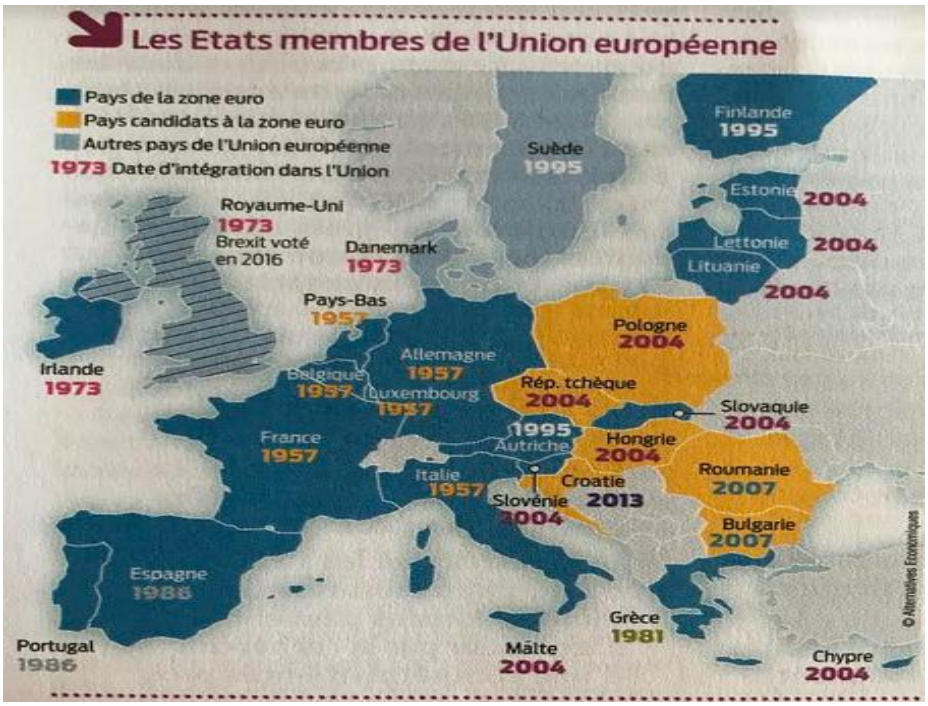
Ainsi, ce qui distingue une ZLE d'une UD, d'un marché commun, d'une union économique et d'une UEM c'est :

…….. .

Un espace économique est donc plus ou moins intégré.
Le degré le plus poussé est ici en Europe : ……. ;
L'intégration économique accroît …… .
Aussi, la décision de renforcer ou non l'intégration économique résulte de …….. .

Document 3. Bien distinguer Europe, Union Européenne et Zone euro





Source Manuel SES Magnard 2020

Attention la Zone Euro compte aujourd'hui 20 Etats depuis que la Croatie l'a intégrée au 1er janvier 2023

Q1. Reliez chaque concept à sa définition : Zone euro et Union européenne

…… = union économique et politique qui réunit 27 pays.

…… = correspond à l'Union Economique et Monétaire (UEM) cad à l'ensemble des pays ayant adoptés la monnaie unique : l'euro (concerne 20 pays sur 27) La zone euro est caractérisée par :

- une monnaie unique,
- une seule banque centrale : la BCE (Banque Centrale Européenne)
- qu'une seule politique monétaire dont l'objectif est la stabilité des prix.

Q2. Qu'est-ce qui distingue l'Union Européenne de la Zone euro ?

L'Union Européenne est une …… **(4ème degré d'intégration)** alors que la zone euro est une …… qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1999 avec :

-

-

Il est donc important de distinguer les ……. Etats-membres de l'Union Européenne des ……. Etats-membres de la Zone €uro (UEM).

Remarque : en effet, un pays membre de l'UE n'est pas nécessairement membre de la zone euro => 27 Etats membres de l'UE depuis en 2020 et 20 Etats-membres de la zone euro depuis le 1er janvier 2023. Par exemple, la Bulgarie, le Danemark, la Hongrie, la République Tchèque, la Suède, la Pologne, la Roumanie… ne sont pas membres de la zone euro mais sont membres de l'UE.

Q3. Quels rôles précis joue la BCE au sein de l'UEM et de la zone euro ?

La **……** est l'institution à laquelle les Etats-membres de la zone euro ont transféré leur souveraineté monétaire. Elle a été créée en 1998.
La BCE exerce les missions de toute BC : émission de la monnaie banque centrale, prêteur en dernier ressort, définition et conduite de la politique monétaire. (Voir chapitre de 1ère sur la Monnaie).

De plus, l'……. s'effectue **à des rythmes différents selon les pays**. Donc l'intégration européenne n'est **…… .**

L'Europe n'a pas suivi dans l'ordre les différentes étapes de l'intégration économique. Ces différentes étapes se sont entrecroisées. De plus, l'UE s'est dotée d'institutions supranationales (comme le Parlement européen), d'un pouvoir exécutif et d'une administration disposant d'un budget.

C'est pourquoi on dit que la construction européenne est une …… .

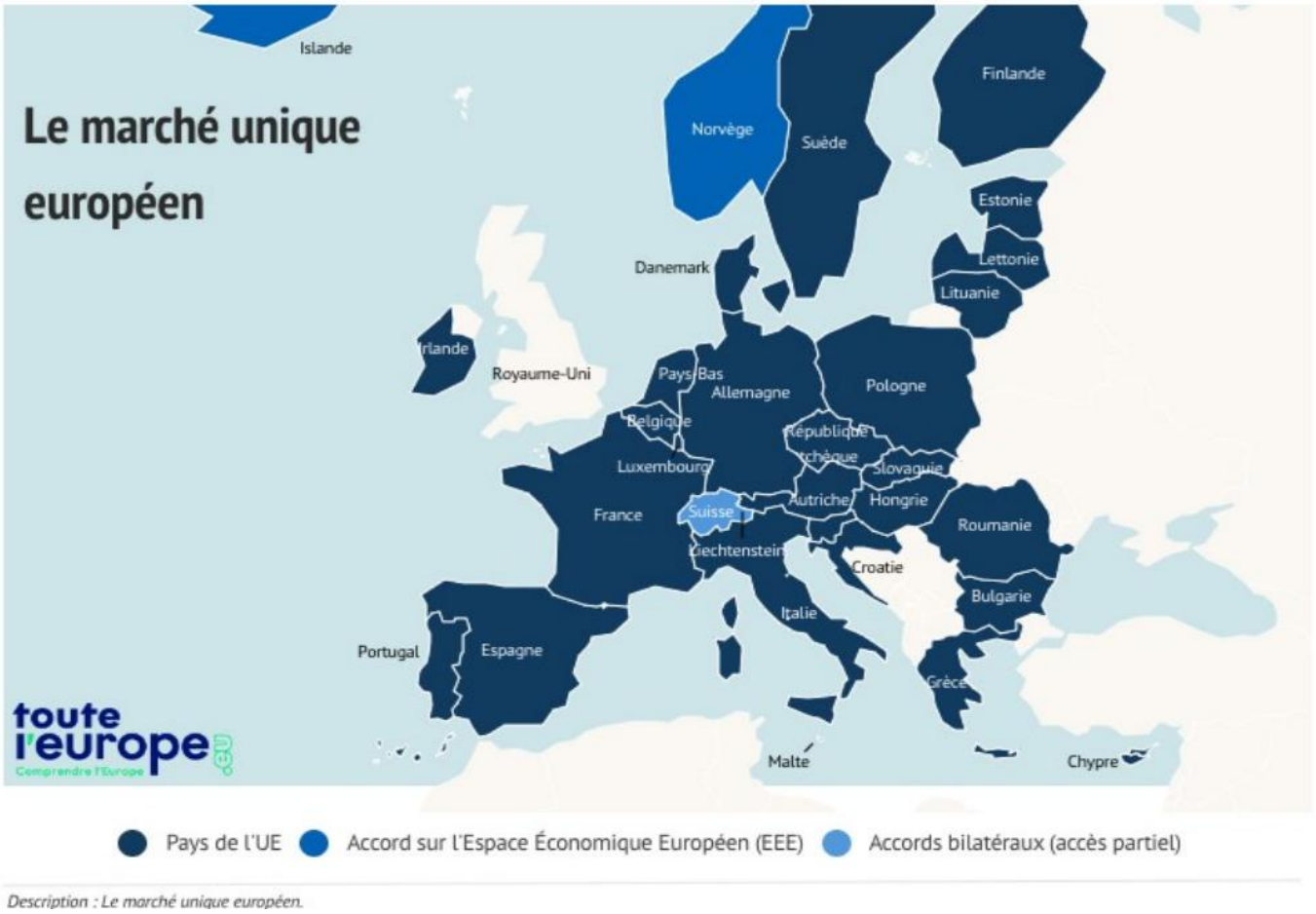
BCE = Banque Centrale Européenne = banque des banques commerciales, a pour fonction de gérer le système de paiement, de contrôler le financement de l'économie et de mettre en œuvre la politique monétaire.

B) LES EFFETS DU MARCHE UNIQUE SUR LA CROISSANCE

Objectifs d'apprentissage *: Comprendre les effets du marché unique sur la croissance*
Concepts indispensables *: Marché unique, Croissance*

Document 4. Le marché unique européen

VIDEO(2932) L'intégration européenne et le marché unique - YouTube à 7'16



Description : Le marché unique européen.

Source : https://touteleurope.ue

Documents 5. Principaux effets attendus du marché unique sur la croissance

(2932) L'Union Européenne, une expérience originale d'intégration des économies - YouTube à partir de 2'52

Unification des marchés : levée d'obstacles à la circulation des biens, libéralisation des services financiers, ouverture des marchés publics aux entreprises étrangères des États membres de la communauté européenne

↓

Mutations des structures économiques : approfondissement de l'intégration commerciale, élargissement de la taille des marchés, concurrence accrue.

↓

Baisse des coûts : économies d'échelle, meilleure allocation des ressources (élimination des entreprises peu rentables, orientation de l'épargne vers les secteurs les plus efficaces).

↓

Facteurs de croissance : hausse de l'investissement, gains de productivité

→ **Croissance du PIB**

Note : schéma inspiré par le rapport, en 1988, de l'économiste italien Paolo Cecchini sur les effets économiques attendus du marché unique. Ce rapport estimait que le marché unique apporterait, en termes de Produit Intérieur Brut (PIB), un gain cumulé entre 1993 et 1998 de 4,5 %.

D'après Marie-Annick Barthe, *Économie de l'Union européenne*, 5e édition, Economica, 2014.

Q1. Qu'entend-on par marché unique, économies d'échelle et meilleure allocation des ressources ?

Marché unique	*	• Affectation des ressources (en capital, en travail…) à des activités économiques plus efficaces, cad qui créent davantage de richesses.
Economies d'échelle	*	• Lorsque le coût unitaire de production décroit avec la quantité produite.
Meilleure allocation des ressources	*	• Espace économique dans lequel circulent librement les biens et services, les capitaux et les personnes.

Q2. Comment le marché unique peut-il générer des gains de productivité ?

Des gains de productivité peuvent être générés par le marché unique grâce à :

- une **……** permise par l'ouverture des marchés de biens et services (= **théorie des ……**),
- des **…….** suscitées par cette ouverture,

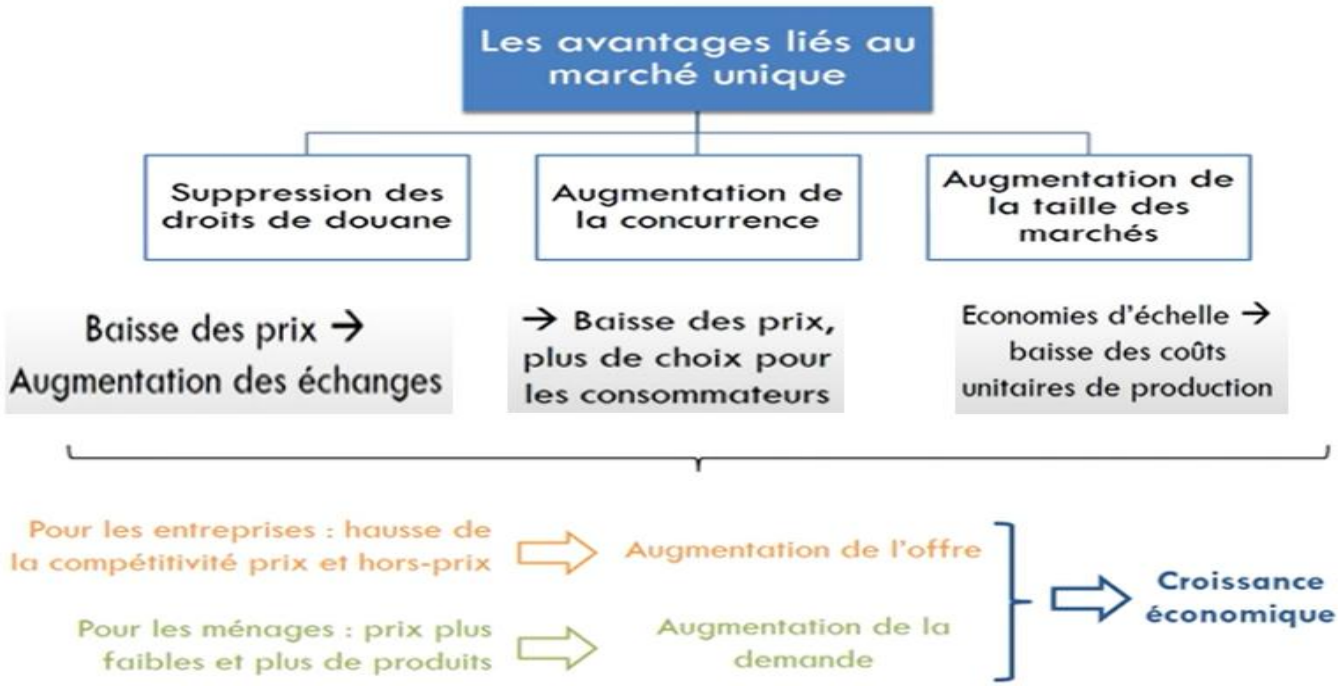
Q3. Pourquoi le marché unique est-il source de croissance ?

Le **marché unique** est **source de croissance** parce qu'il doit **favoriser** les deux facteurs essentiels de la croissance économique que sont :

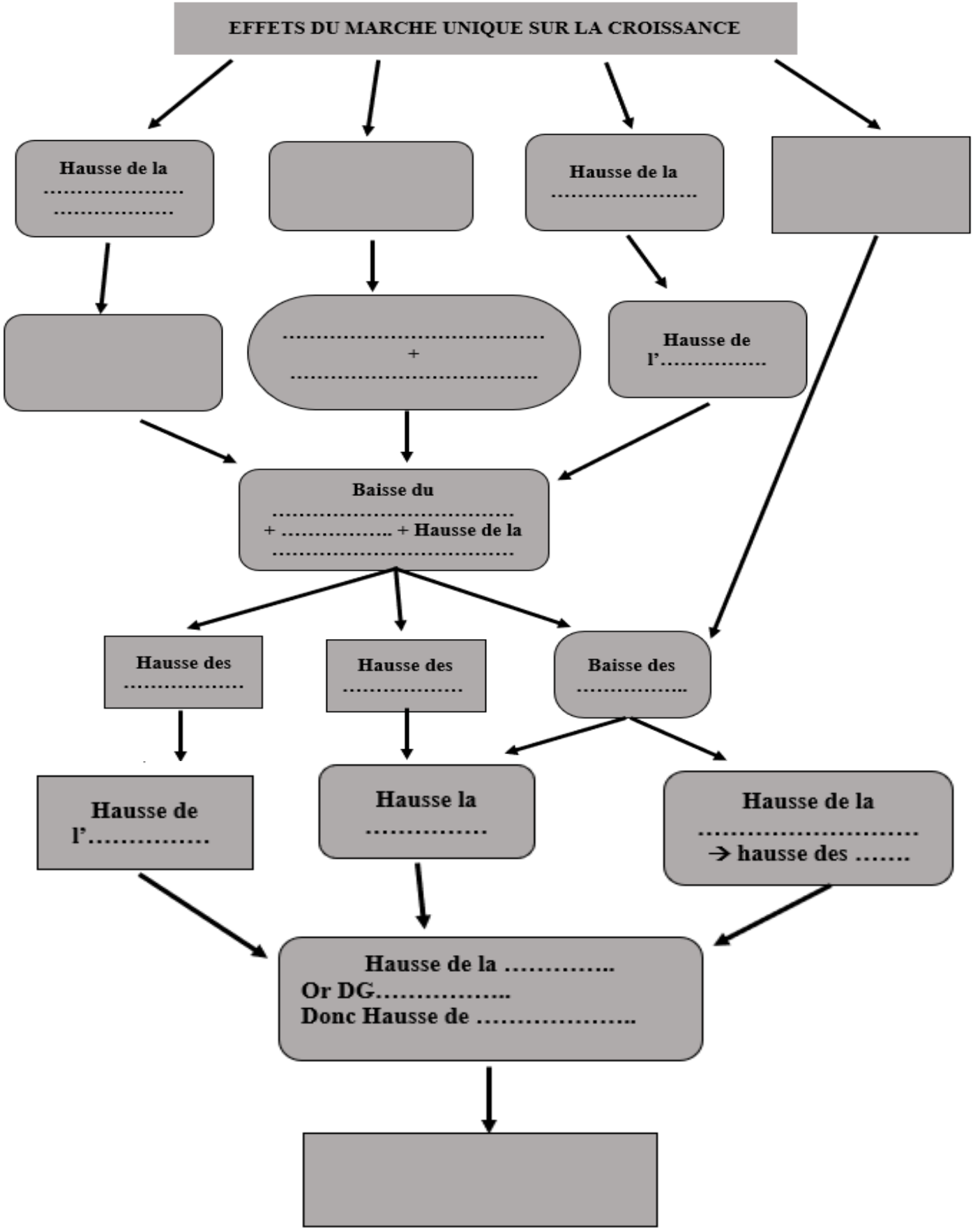
- **l'…… ;**
- **les ……** .

DONC : la **principale justification de ce marché unique est le …… et ……..** .

En effet, la **…… est la source de l'efficacité économique** cad de **…….. ,** donc de la **……** et au final de **la …… .**



Q4. Complétez le schéma de synthèse suivant avec les termes : spécialisation accrue, taille des marchés, salaires, concurrence, libéralisation des échanges, meilleure allocation des facteurs de production, profits, suppression des droits de douane, croissance économique, prix, diversité des produits, coût unitaire de production, exportations, gains de productivité, innovation, compétitivité, économies d'échelle, demande globale, offre globale, égale, consommation, investissement, gains de productivité.



II. LES POLITIQUES ECONOMIQUES DANS LE CADRE EUROPEEN

A) LA POLITIQUE EUROPEENNE DE LA CONCURRENCE : OBJECTIFS, MODALITES ET LIMITES

Objectifs *: Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence. Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture*
Concepts indispensables *: Politique européenne de la concurrence, Politique économique, Politique monétaire, Politique budgétaire* ***Concepts complémentaires*** *: ententes illicites, abus de position dominant, concentration*

Nous avons vu que la construction du marché unique européen en 1993 a renforcé l'intégration européenne et la concurrence des entreprises des pays membres. Afin de stimuler la croissance économique, la concurrence entre les entreprises de l'UE ne doit pas être faussée. Se pose donc la question régulation de la concurrence à l'échelle européenne, cad de la mise en place d'une politique européenne de la concurrence.

Document 6. La politique de la concurrence au sein de l'Europe (qui sert pour toute la sous-partie A)
SES cours de Tle : la politique européenne de la concurrence

1° Les objectifs de la politique européenne de la concurrence

Document 7. Les objectifs de la politique de la concurrence (rappels de première)
Pourquoi réguler la concurrence ? La concurrence désigne le processus par lequel les entreprises rivalisent (sont en compétition) entre elles sur le marché pour satisfaire au mieux les attentes des clients, entreprises comme consommateurs. Le processus de rivalité prend différentes formes : les entreprises peuvent s'affronter par les prix, elles peuvent également tenter de se différencier les unes des autres par l'innovation ou la différenciation des produits. Comme la concurrence est un processus, il est possible qu'à un moment donné une entreprise se retrouve avec un fort pouvoir de marché, dès lors qu'elle a su, par ses mérites, satisfaire mieux que les autres les attentes des clients. Mais cette situation doit pouvoir être remise en cause par des concurrents qui seraient plus innovants, qu'ils soient déjà présents sur le marché ou nouveaux entrants. Pour s'assurer que cette lutte entre entreprises se déroule à armes égales et selon les mérites propres de chacun, il est nécessaire de fixer des règles du jeu. Tel est précisément le rôle de la politique de concurrence, qui ne vise pas à protéger certains concurrents en particulier, fussent-ils de petite taille, mais à protéger le processus de concurrence lui-même.
Source : D'après « 50 mots pour comprendre la concurrence », Autorité de la concurrence, pp 12-13

Document 8. La politique européenne de la concurrence au service du progrès économique et social
Selon la théorie économique néoclassique, une concurrence libre, loyale et non faussée est un moyen d'amélioration économique. La pression effectuée par les potentiels concurrents sur les entreprises présentes sur le marché et la concurrence que se livrent entre elles [ces entreprises doivent] encourager l'innovation, qui améliore leur efficacité et leur compétitivité. Elle conduit également à faire baisser les prix pour les consommateurs et augmenter la diversité des produits présents sur le marché. Les consommateurs peuvent donc accéder à plus de biens et à des biens moins chers. Une meilleure concurrence est donc un cadre susceptible d'offrir des avantages pour le progrès économique et social. […] C'est […] la Commission européenne qui a la compétence exclusive de la mise en œuvre du droit européen de la concurrence, de la surveillance des marchés, du contrôle des concentrations et des sanctions en cas de non-respect des règles. Elle ne s'intéresse cependant qu'aux cas de dimension européenne. […] et est assistée par les autorités nationales qui sont chargées d'appliquer le droit européen dans chaque État membre.
Jules Lastennet et Justine Daniel, « La concurrence dans l'Union européenne » www.touteleurope.eu, février 2019.

Apport du professeur :
La Commission européenne a la compétence exclusive de la mise en œuvre du droit européen de la concurrence. Chaque État membre possède une autorité nationale de la concurrence agissant sur son territoire. En France, en 2009, l'autorité de la concurrence a remplacé le Conseil de la Concurrence créé en 1986. Seuls les cas impliquant au moins trois États sont traités par la Commission européenne, via la Direction Générale de la Concurrence. Le droit européen de la concurrence est régi par le titre VII du Traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE). Ce droit s'applique

à toutes les entreprises privées ou publiques. Les services publics non marchands (éducation, protection sociale) ne sont pas concernés.

Q1. Rappelez la définition des concepts de : « pouvoir de marché » et « innovation »

…….. = situation dans laquelle les offreurs présents sur le marché peuvent influencer voire fixer le niveau du prix et ou les quantités totales vendues de biens ou services.

…….. = application économique réussie d'une invention.

Q2. Que signifie l'expression « concurrence par les mérites » ?

La « concurrence par les mérites » désigne le processus par lequel les entreprises en concurrence luttent à « armes égales ».

Donc, le **pouvoir de marché** acquis par ces dernières doit **résulter de ……..,** cad de leur capacité à …….. que leurs concurrents (via l'innovation par exemple), et …….. visant à empêcher le bon déroulement de la compétition entre entreprises.

Q3. Commentez la phrase soulignée du document 7.

Dans l'absolu, la politique de la concurrence correspond aux mesures visant à **……** et à veiller à ce qu'il se déroule « **selon les …… »** . La politique de la concurrence a donc pour objectif de **……** . Son objectif n'est donc pas de protéger les petites entreprises des grandes entreprises.

En veillant à ce que la concurrence se déroule selon les mérites, la politique de la concurrence **……** pour faire face à la concurrence et se retrouver en situation de **……** .

La politique de la concurrence **……** .

De même, en luttant contre les pratiques anti-concurrentielles (comme les ententes illicites entre entreprises), la politique de la concurrence permet de préserver le **……** .

En effet, lors d'une entente illicite, les entreprises coopèrent entre elles pour …….. et …… . Elle limite ainsi la …… qui ne se déroule donc pas selon les mérites de chacune.

Q4. Définissez la Politique européenne de la concurrence et précisez quel organisme européen la défend.

…….. = ensemble des objectifs, instruments et décisions prises par une autorité autorités européennes pour encadrer et favoriser la concurrence libre et non faussée sur les marchés.

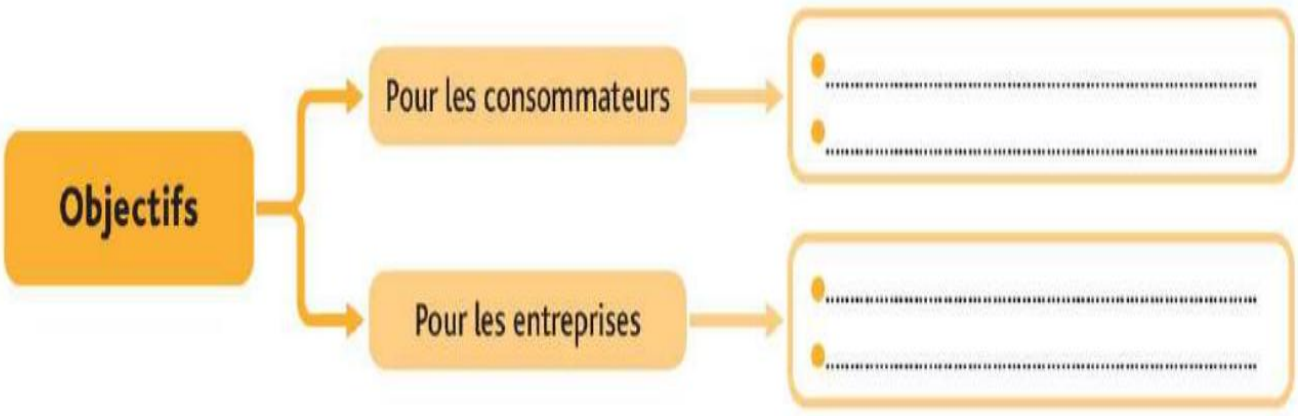
Elle est placée sous la responsabilité de la …… qui veille ainsi au bon fonctionnement du …… .

Q5. Pourquoi la Commission européenne encourage-t-elle la concurrence ?

La Commission européenne encourage la concurrence parce que celle-ci est considérée comme la source de **l'……..** : les offreurs (**……**) sont poussés à **……** (pour être compétitifs) et les demandeurs (**…….**) en bénéficient parce qu'ils obtiennent ainsi des produits au

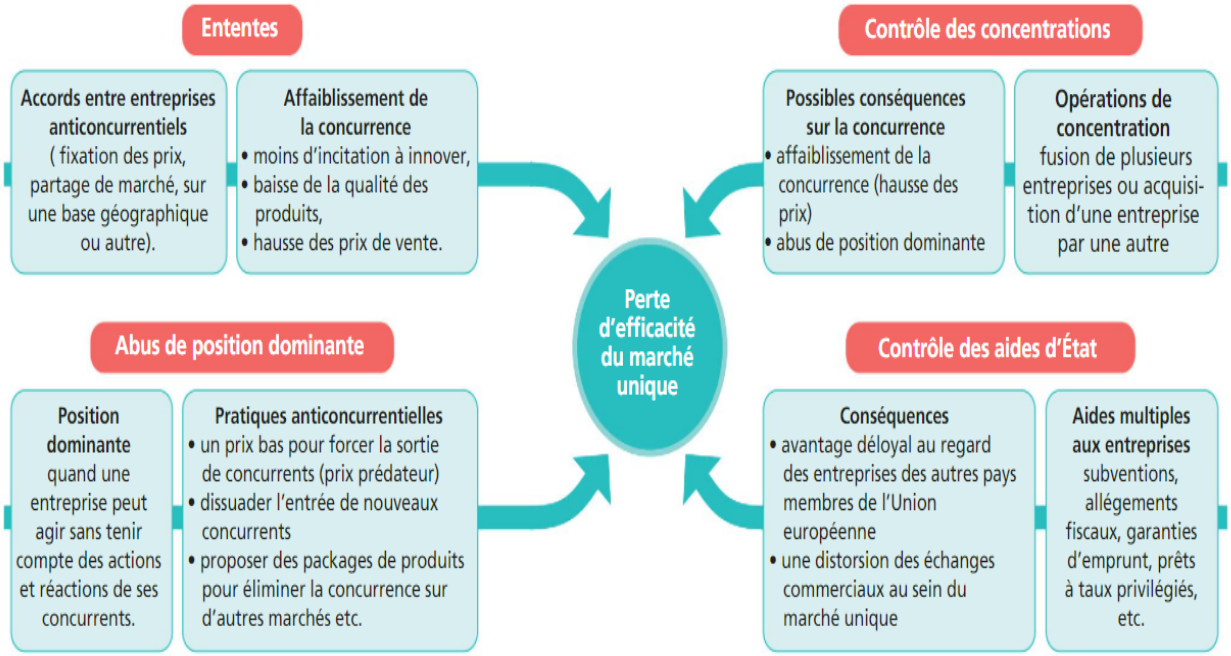
…… , autant de sources potentielles de ……

Q6. Complétez le schéma suivant en vous appuyant sur le document 7.



2° Les modalités de la politique européenne de la concurrence

Document 9. Les 4 domaines d'intervention de la politique européenne de la concurrence



1. L'interdiction des ententes et des abus de position dominante ainsi que le contrôle des concentrations sont des domaines communs à la plupart des politiques de la concurrence dans les pays développés. Le contrôle des aides d'État est en revanche une spécificité européenne, qui s'explique par le caractère supranational de la politique de la concurrence européenne.

Magnard, 2020.

Q1. Quels sont les 4 domaines d'intervention de la politique européenne de la concurrence

La politique européenne de la concurrence intervient dans :

-

-

-

-

Q2. Pourquoi la politique européenne de la concurrence intervient-elle dans ces 4 domaines ?

La politique européenne de la concurrence intervient dans ces 4 domaines car les pratiques des entreprises associées aux trois premiers domaines ou des États (4e domaine) peuvent …….. , donc à l'…… .

Q3. Pourquoi une entente ou une concentration peuvent-elle entraîner une hausse du prix des produits offerts ?

Une entente ou une concentration peuvent entraîner une …… des produits offerts car elles amènent à une augmentation du …….. des entreprises. Le marché s'écarte alors de la situation …….. .

ILLUSTRATIONS

Exemple d'ententes sanctionnées en Europe :

Automobile : **BMW et Volkswagen sanctionnés par la Commission européenne pour entente illégale**

Selon le gendarme européen de la concurrence, les constructeurs allemands s'étaient entendus pour limiter le développement d'une technologie permettant de rendre les voitures moins polluantes entre 2009 et 2014. Ils devront s'acquitter d'une amende de 875 millions d'euros.

Plutôt que de se soumettre aux règles de concurrence, il y a parfois une solution, illégale et risquée, mais qui peut s'avérer gagnante : s'entendre entre quelques entreprises pour garder des prix plus élevés ou se partager le marché. En 2018 et 2019, la Commission européenne a enquêté auprès de cinq constructeurs allemands – Daimler, BMW et le groupe Volkswagen (Volkswagen, Audi et Porsche) – afin de déterminer s'ils s'étaient entendus pour ne pas développer une technologie d'épuration des gaz d'échappement sur les nouvelles voitures à moteur diesel, une affaire sans lien avec le scandale du Dielselgate.

Jeudi, le gendarme européen de la concurrence a annoncé son verdict. *«Toutes les parties ont reconnu leur participation à l'entente et ont accepté de régler l'affaire par transaction»,* peut-on lire dans son communiqué. L'amende est salée, mais limitée du fait de la coopération des parties prenantes. Les constructeurs automobiles sont condamnés à 875 millions d'euros d'amende : 502 millions pour Volkswagen et 373 pour BMW. Mais l'autre grand constructeur allemand, Daimler (Mercedes) échappe à une sanction de 727 millions d'euros. L'entreprise a en effet profité d'un programme de clémence, une méthode pratiquée par les autorités de la concurrence pour inciter les participants à un cartel à le dénoncer. En contrepartie de quoi, l'entreprise dénonciatrice bénéficie d'une immunité totale.

Les cinq constructeurs étaient accusés par la Commission européenne de s'être entendus pour limiter la concurrence dans le développement d'un réservoir qui permet de *«transformer les NOx toxiques en eau et en azote inoffensifs»* sur les moteurs diesel. Volkswagen, BMW et Daimler *«se sont régulièrement rencontrés dans le cadre de réunions techniques pour discuter du développement de la technologie de réduction catalytique sélective (SCR), qui élimine les émissions nocives d'oxyde d'azote (NOx) des gaz d'échappement des voitures à moteur diesel par l'injection d'urée (également appelée "AdBlue")»,* explique l'exécutif européen dans son communiqué.

En d'autres termes, les constructeurs disposaient de technologie pour rendre les voitures moins polluantes, au-delà de ce que les normes européennes imposaient alors. Et se sont mises d'accord pour en limiter le recours tant que la législation européenne en matière d'épuration des gaz d'échappement n'était pas plus stricte. *«Les cinq constructeurs automobiles Daimler, BMW, Volkswagen, Audi et Porsche possédaient la technologie nécessaire pour réduire les émissions nocives au-delà de ce qui était légalement exigé par les normes d'émission de l'UE. Mais ils ont évité de se faire concurrence en n'utilisant pas tout le potentiel de cette technologie pour aller plus loin que le niveau d'épuration légalement prescrit»,* a résumé la vice-présidente de la Commission chargée de la concurrence Margrethe Vestager.

Source : Libération et AFP, juillet 2021.

Exemple de sanction d'ententes : le « cartel des camions »

(2924) Une amende record de l'UE pour sanctionner le cartel des camions - YouTube (jusqu'à 2'24)

Exemple d'abus de position dominante : le cas de Google

La Commission européenne inflige 2,42 milliards d'amendes à Google (francetvinfo.fr)

Exemple d'abus de position dominante : le cas d'Apple

La Commission européenne accuse Apple d'abus de position dominante avec Apple Pay

Exemple d'abus de position dominante : le cas de géants de la tech américaine

Les géants de la tech accusés d'abus de position dominante

Q4. Une position dominante est-elle nécessairement anticoncurrentielle ?

Une position dominante n'est pas nécessairement anticoncurrentielle car elle peut être liée uniquement à l'…… : ……. (grâce, par exemple, à des compétences spécifiques propres à la firme), ……. (issue d'innovations)…

Exemple : domination de ……. sur le marché des systèmes d'exploitation pour ordinateurs (Windows) : cette domination n'est pas en elle-même condamnable au nom du respect de la concurrence.

Remarque : la Commission européenne chargée de la politique de la concurrence a mis en place la ***procédure de clémence*** *pour démanteler les ententes illicites. Selon laquelle, les producteurs qui dénoncent en premier les autres membres de l'entente illicite sont exonérés totalement de sanction pécuniaire s'ils fournissent des preuves significatives concernant l'existence de l'entente illicite et les suivants bénéficient d'une exonération partielle en fonction de leur ordre d'arrivée. Cette procédure permet de créer un climat de défiance ce qui est un moyen efficace de lutter contre les ententes.*

Q5. Pourquoi la politique européenne de concurrence contrôle-t-elle les aides de l'État ?

La politique européenne de concurrence contrôle les aides des États parce qu'elles sont susceptibles de créer des ……. .

Les aides de l'Etat (exemples : …….. , ……..) qui visent à accroître la compétitivité d'…….. et donc leur ……, à ……. (éviter les délocalisations) ou à …….. des entreprises étrangères sont considérées comme des …….. à l'égard des entreprises implantées dans d'autres pays de l'UE et à l'égard de ces pays eux-mêmes. Elles entravent le processus d'intégration économique européenne et sont jugées contraires à l'…….. puisqu'elles ……. à la concurrence.

Remarque *: certaines aides d'Etat sont autorisées si elles permettent aux États membres « d'aider les régions européennes les moins favorisées à rattraper leur retard et de réduire les inégalités en termes de bien-être économique, de revenus et de chômage. Ces objectifs de cohésion sont au cœur de notre Union. Nous avons également étendu les possibilités qu'ont les États membres de soutenir les régions confrontées à des structures liées à la transition ou à des défis tels que le dépeuplement, afin que les lignes directrices contribuent aux transitions verte et numérique tout en soutenant des défis conditions de concurrence égales entre les États membres ».*

Document 10. Les modalités d'intervention de la politique européenne de la concurrence

Lutte contre

Ententes	Abus de position dominante	Contrôle des concentrations	Contrôle des aides d'État
• Interdiction des cartels et des ententes, sanctions par des amendes[1] sauf si accords produisant des avantages économiques (ex : recherche et développement). • Politique de « clémence » pour les entreprises qui donnent à la Commission des preuves de l'existence d'un cartel.	• Position dominante : pas interdite en elle-même, seuls les abus le sont. • De sa propre initiative ou à la suite d'une plainte, la Commission peut mener une enquête. • Si abus, amendes[1].	• Contrôle au-delà de seuils de chiffre d'affaires. • Détermination par la Commission du « marché pertinent[2] », des produits et zones géographiques affectés par la concentration. • Autorisation sans conditions ou sous conditions (de cessions d'actifs ou de technologies mis en commun…), ou interdiction de la concentration.	• Pas de traitement des aides inférieures à 200 000 euros sur trois ans. • Aides d'État non sanctionnées si elles servent l'intérêt public, bénéficient aux régions désavantagées, aux PME, à la protection de l'environnement, à la recherche, à la formation, à l'emploi et la culture. • Interdiction des aides qui faussent la concurrence et obligation de rembourser.

Note : La politique européenne de la concurrence relève de la compétence exclusive de la Commission européenne, une des principales institutions de l'Union européenne, avec le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et le Conseil européen.

1. Les sanctions pour ententes et abus de position dominante peuvent représenter jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires mondial de chaque entreprise concernée.

2. Marché à l'intérieur duquel s'exerce la compétition.

Magnard, 2020.

Q.Complétez le tableau ci-dessous et placez-y les exemples suivants à l'aide du document 10.

a/ Les aides financières versées par des autorités publiques de la région de Montpellier en faveur de la compagnie aérienne Ryanair.

b/ En juillet 2021, les constructeurs allemands BMW et Volkswagen ont été sanctionnés car ils s'étaient entendus pour limiter le développement d'une technologie permettant de rendre les voitures moins polluantes entre 2009 et 2014. Ils devront s'acquitter d'une amende de 875 millions d'euros.

c/ Amazon s'est vu infliger le 9 décembre 2021 une amende de 1,128 milliard d'euros pour "abus de position dominante" par le gendarme de la concurrence en Italie, pour des discriminations à l'encontre de vendeurs qui n'avaient pas eu recours à son service logistique. Amazon utilisait sa position pour pousser une activité connexe, en l'occurrence les services logistiques.

d/ En 2016, la Commission européenne a demandé à l'Irlande de réclamer 13 milliards € d'impôts à Apple, considérant que le traitement fiscal préférentiel dont Apple avait bénéficié était illégal. L'Irlande et Apple ont contesté la décision qui est début 2021 en instance devant les tribunaux

e/ En décembre 2021, la Commission européenne a infligé un total de plus de 344 millions d'euros d'amendes aux banques UBS, Barclays, Royal Bank of Scotland (RBS), HSBC et Crédit Suisse, reconnues coupables d'entente sur le marché des opérations de change.

f/ Le 21 décembre 2021, la Commission européenne a autorisé sans condition le projet d'acquisition de Nuance Communications, Inc. («Nuance») par Microsoft Corporation («Microsoft»). La Commission est parvenue à la conclusion que l'opération ne poserait aucun problème de concurrence au sein de l'Espace économique européen («EEE»).

g/ En février 2019, la Commission européenne a refusé le projet d'acquisition du français Alstom par l'allemand Siemens dans le secteur ferroviaire.

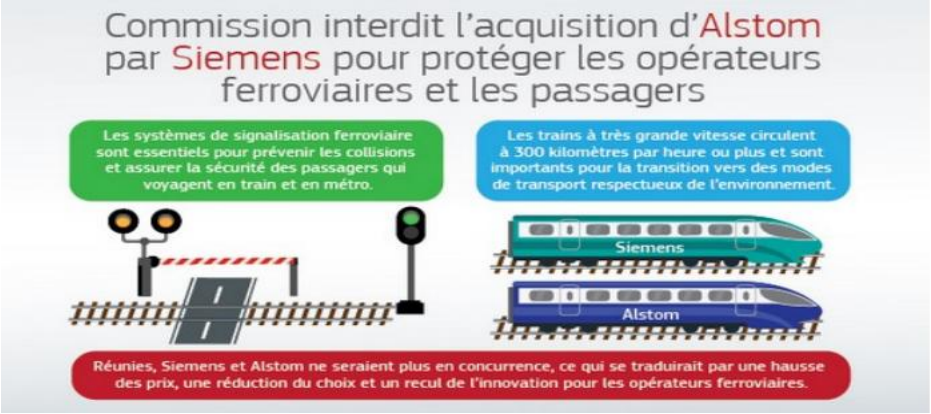
PRATIQUE REGULEE (déf)	**MODALITES (comment)**	**Exemples**
…… = accord anticoncurrentiel entre entreprises	…… Interdiction si elles limitent la concurrence (constitution d'oligopole) Procédure de clémence limite les amendes pour le dénonciateur Sanction ex post des ententes illicites.	
……. = situation dans laquelle une entreprise (ou groupe d'entreprises) présente sur un marché adopte un comportement visant à éliminer, à contraindre ou encore à dissuader tout concurrent d'entrer ou de se maintenir sur ce marché faussant ainsi la concurrence.	…… Interdiction Sanction ex post des abus de position dominante.	
……. = fusion de plusieurs entreprises ou acquisition d'une entreprise par une autre.	…… Elles sont soumises à un contrôle en amont (ex ante) Au-delà d'un certain seuil de CA qui autorise ou non ces opérations selon l'importance du pouvoir de marché envisagé. Autorisation peut être assortie de conditions (par ex cession d'actifs)	
…… = = Aides des Etats aux entreprises, telles les subventions, les allègements fiscaux, les prêts à taux privilégiés …	…….. Elles interdites au-delà d'un certain montant si elles faussent la concurrence, c'est à dire si elles avantagent certaines entreprises, productions ou régions hors promotion des régions désavantagées, PME, R-D, protection environnementale, formation, emploi et culture,	

Q3. Donnez un exemple de refus de concentration d'entreprises récent.

En février 2019, la Commission européenne a refusé le projet d'acquisition du français Alstom par l'allemand Siemens dans le secteur ferroviaire.

Selon elle, « la concentration aurait entraîné une hausse des prix pour les systèmes de signalisation qui assurent la sécurité des passagers et pour les futures générations de trains à très grande vitesse » → risque de …… .

D'autre part, la position du nouvel acteur aurait ……., notamment en ce qui concerne « les opérateurs ferroviaires et les gestionnaires d'infrastructure ferroviaire, en matière de fournisseurs et de produits ».



3° Les limites adressées à la politique européenne de la concurrence

Document 11. Bruxelles juge le mariage néfaste pour la concurrence. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a fustigé « une erreur économique »

VIDÉO https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/allemagne/alstom-siemens-la-commission-europeenne-s-oppose-au-mariage-franco-allemand_3178183.html

Document 12. Une limite de la politique européenne de la concurrence.

[…] Cette application du droit européen ne satisfait pas tous les acteurs du marché : il empêcherait la création de "champions européens" puissants sur la scène internationale. Et impliquerait que l'UE soit dépendante de technologies produites en Chine ou aux Etats-Unis, notamment dans certains secteurs stratégiques comme le numérique. Les bénéfices liés au développement d'acteurs dominants, indépendants de la concurrence, ont été soulignés par la littérature économique. L'économiste autrichien Joseph Schumpeter (1883 - 1950) conteste ainsi formellement l'idée que la petite entreprise en situation de concurrence soit efficace. Pour lui, seule une grande firme faisant d'importants bénéfices peut accumuler les moyens d'innover dans ses produits comme dans les procédés de fabrication. Une grande firme gagne en productivité via les économies de réseaux et d'échelle, ce qui lui permet de dégager des profits pour la recherche et le développement. On a également reproché à la Commission européenne sa naïveté, du fait qu'elle ait considéré le marché européen comme seul marché pertinent . Bruxelles est ainsi accusée de ne considérer la concurrence qu'au sein du marché unique sans voir que dehors, les puissances commerciales appliquent des politiques concurrentielles bien moins "néo-classiques". […] En comparaison, la concentration est restée relativement stable en Europe, limitant par conséquence l'émergence de champions. Actuellement, seules 23 entreprises parmi les 100 plus grandes entreprises mondiales sont européennes, contre 30 en 2014. 54 sont américaines contre 47 en 2014 et 12 sont chinoises, contre 7 en 2014, selon une étude de PwC.

Source : M.Vestager, "Champions" européens : la fusion avortée d'Alstom et Siemens relance le débat sur la concurrence.

Q1. Quel 1er reproche adresse-t-on à la politique européenne de la concurrence ?

Pour certains économistes, la politique européenne de la concurrence ……

…… , visant à améliorer les performances des entreprises et la puissance industrielle d'un pays.

Par exemple, en empêchant les aides d'Etat aux entreprises en difficultés, celles-ci ne peuvent pas se moderniser pour développer un nouvel avantage comparatif leur permettant de faire face à la concurrence internationale, faute de financement.

La politique européenne de la concurrence **nuirait donc à la …… des entreprises européennes sur les marchés mondiaux,** car elle peut **entraver les politiques industrielles nationales et européennes** comme dans le contrôle des concentrations qui **empêche la formation de ……. capables de ……. des entreprises américaines et chinoises, leaders mondiaux,** pays qui n'hésitent pas à aider leurs entreprises à gagner en compétitivité par rapport aux entreprises européennes en leur attribuant des aides.

Particulièrement dans les secteurs stratégiques et de haute technologie comme l'IA.

Or, ces grands groupes européens seraient un facteur d'innovation, de croissance et d'emploi. Ces groupes seraient des concurrents des champions nationaux chinois qui eux bénéficient d'une politique industrielle offensive (« Nouvelles routes de la Soie » par exemple), ou encore des firmes américaines davantage protégées contre la concurrence mondiale depuis la réélection de Donald Trump (mesures protectionnistes).
→ D'où la forte critique du refus par la Commission européenne de la fusion entre Alstom et Siemens.

Q2. Qu'est-ce qu'une politique industrielle ?
La politique industrielle est une politique …… (= de long terme) visant à ……. .

Les instruments des politiques industrielles sont généralement des …….. : subventions, participations publiques au financement, commande publique, etc.

Le cadre européen ne vise pas à opposer la politique de la concurrence et la politique industrielle mais à les articuler. En effet, le droit européen permet aux Etats membres de mettre en œuvre une **politique industrielle** dans deux principaux domaines :

-

-

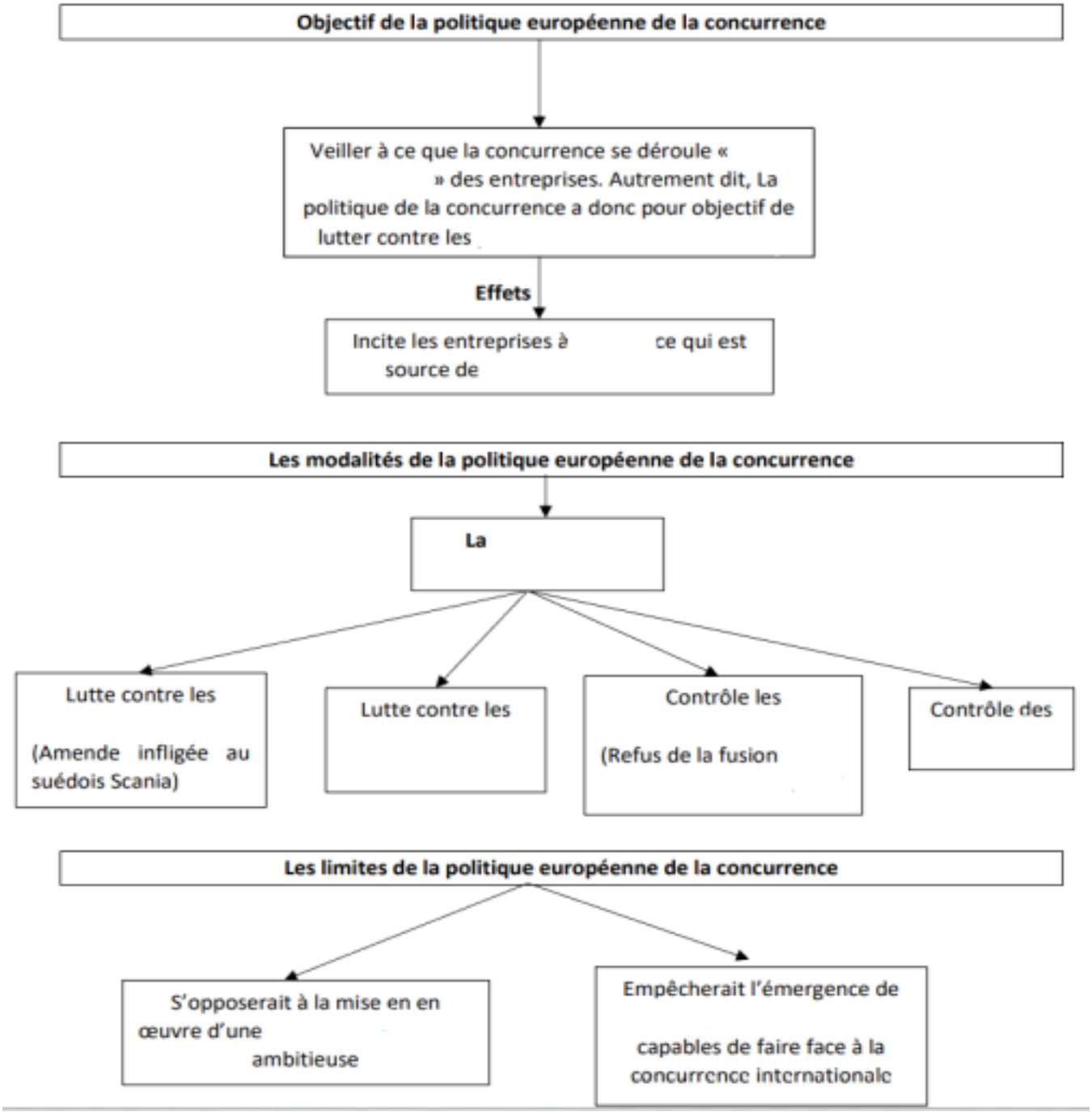
Q3. Quels autres reproches adresse-t-on à la politique européenne de la concurrence ?
De plus, face au développement de l'……., les autorités européennes de la concurrence ont rencontré des …… de certaines pratiques de firmes (GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et ont donc fait l'objet de critiques.

Enfin, cette hégémonie de la politique européenne de la concurrence peut aussi **…….. comme l'accès de toute la population à des services publics, par des monopoles publics jugés inefficaces par l'UE qui impose la recherche de l'efficacité et de coûts moins élevés.**

Q4. Rappel : selon Schumpeter, pourquoi est-il nécessaire d'avoir de grandes entreprises sur un marché concurrentiel ?
Les grandes firmes sont nécessaires sur un marché concurrentiel, car ce sont les seules firmes qui font assez de ……. .

Q5. Complétez le schéma en vous aidant des termes suivants : objectifs /modalités et limites à remplir avec les termes suivants : Politique industrielle, ententes illicites, champions européens, selon les mérites, abus de position dominante, innover, concentrations, croissance économique, aides d'Etat, pratiques anti-concurrentielles.

Schéma récapitulatif de la Politique Européenne de la Concurrence



Source : M. Osenda pour Eloge des SES

B) LES POLITIQUES ECONOMIQUES EN EUROPE

! Attention cette sous-partie est là pour vous aider en vous rappelant des concepts importants de 1ère !

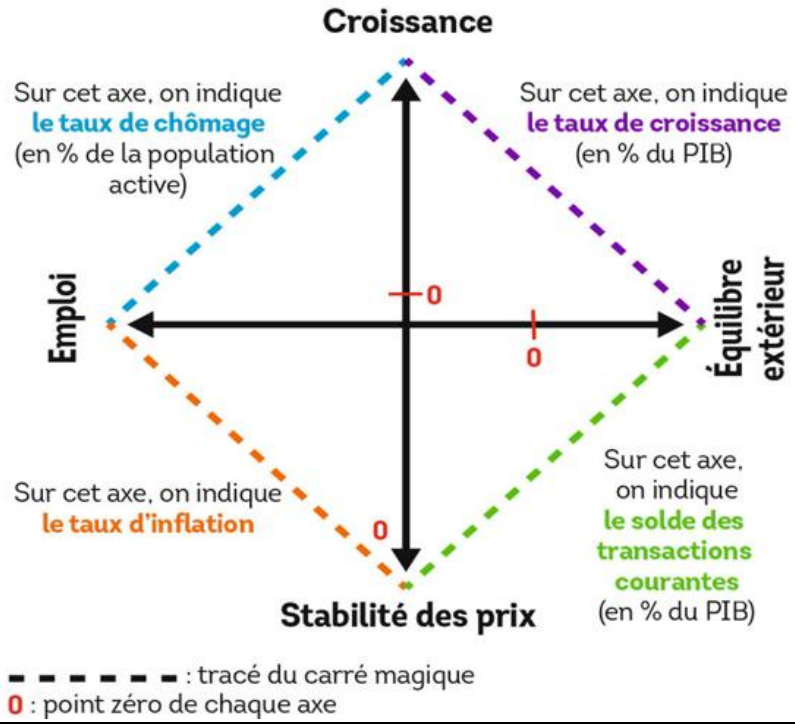
Objectifs : *Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture*
Concepts *: Politique monétaire, Politique Budgétaire.*

1° Qu'est-ce qu'une politique économique et quels sont ses objectifs ?

……. = intervention des pouvoirs publics afin d'orienter l'activité économique **pour atteindre des objectifs** tels que la croissance économique, le plein emploi, l'équilibre extérieur et la stabilité des prix, en mobilisant des instruments comme la politique monétaire et la politique budgétaire.

Le carré magique de Kaldor est un indicateur de la santé économique d'un pays. Il énonce quatre objectifs majeurs de la politique économique d'un pays.

Document. Le carré magique de Kaldor
(2931) LE CARRÉ MAGIQUE DE KALDOR I DME - YouTube



Une politique économique cherche à remplir 4 objectifs dans l'idéal … (selon le carré magique de Nicolas Kaldor) :

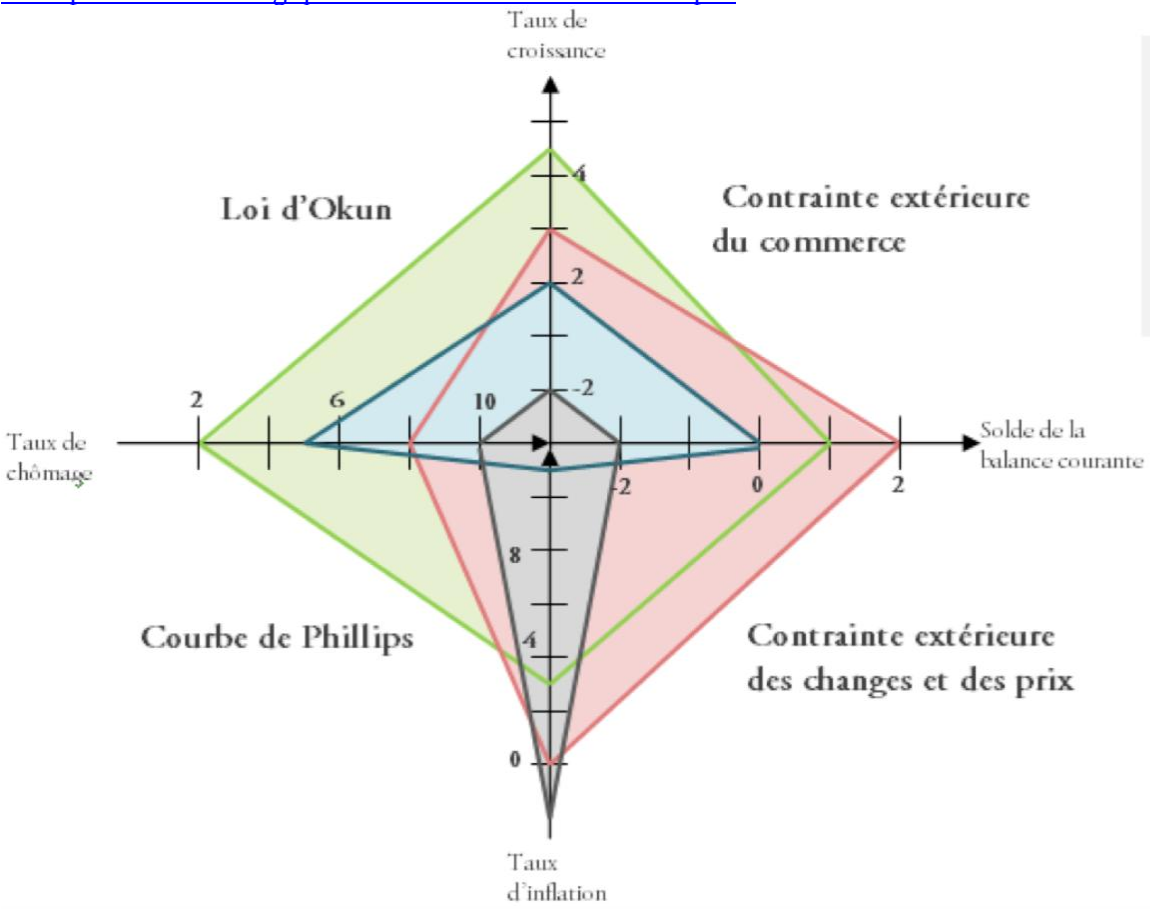
-

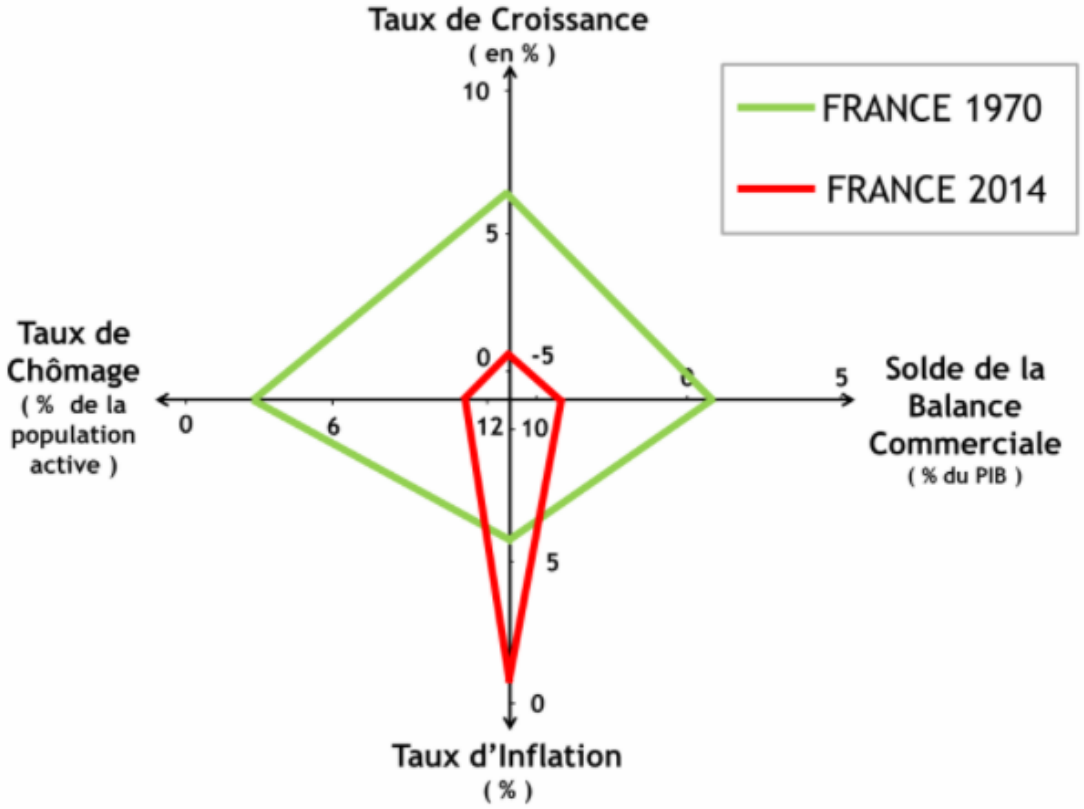
-

-

-

Exemples de carrés magiques de la France au cours du temps :





2° Quels sont les grands déséquilibres économiques ?

Les politiques économiques sont menées pour lutter contre les …… qui sont :

1) ……. (hausse durable du niveau général des prix) qui manifeste un déséquilibre sur le marché des biens et services.

2) …… : signifiant que l'offre de travail des ménages est ……. à la demande de travail des entreprises. Il est la manifestation d'un déséquilibre sur le marché du travail.

3) …… : avec des …… , situation qui manifeste donc un déséquilibre des échanges extérieurs. Un pays verse plus à l'étranger qu'il ne reçoit de l'étranger. Ce déficit du commerce extérieur est souvent dû à un ……... car les prix du pays sont souvent trop élevés.
Parfois les produits qu'un pays propose, ne sont pas suffisamment innovants ou variés, par manque de ……

Tous ces déséquilibres macroéconomiques vont affecter la …… et donc la …….. .

→L'inflation affecte l'objectif de …… et donc la …….. des ménages, l'…….. des entreprises et leurs exportations.

→Le chômage affecte l'objectif de …… et donc la ……. et l'…… .

→Le déficit extérieur affecte l'objectif d'…… et en créant du chômage, il affecte aussi la consommation des ménages et créer un manque d'activité pour les entreprises qui va affecter l'investissement.

Les …… doivent donc intervenir pour régler ces déséquilibres macroéconomiques en utilisant des politiques ……. et …… .

3° Politiques structurelles et conjoncturelles

Il existe deux grands types de politique économique :
→ les …….. qui ont une action de ……. sur les structures économiques. Politique de long terme.
→ les ……..qui visent une action à …….. sur la conjoncture économique. Politique de court terme (Conjoncture = situation économique d'un pays à un moment donné**).**

Une politique structurelle a peu d'effet sur le court terme cad sur la conjoncture, sur l'activité économique. Son but est de transformer profondément les structures de l'économie pour la rendre plus adaptée aux évolutions du monde contemporain, à l'évolution de la population, etc.
Les politiques structurelles vont avoir des actions sur les structures de l'économie (*ex : comment on produit, combien on produit, comment répartir les ressources* …).

Schéma récapitulatif :

ATTENTION ! On ne va ici s'intéresser qu'aux politiques conjoncturelles, en l'occurrence dans le cadre européen.

C) LES POLITIQUES CONJONCTURELLES EUROPEENNES

Document 13. Qu'appelle-t-on politique conjoncturelle européenne ?
VIDEOS pour vous aider …(2932) Les politiques conjoncturelles dans la zone euro - YouTube

À plus court terme, l'État peut choisir d'intervenir dans des politiques conjoncturelles pour mener des politiques …… cad en luttant contre les cycles économiques.

Il existe principalement de 2 instruments :

→Le 1er instrument de la politique conjoncturelle est la …… qui consiste à agir sur l'offre et la demande de monnaie, cad agir sur la masse monétaire en circulation, qui va se jouer sur les taux d'intérêt. La politique monétaire peut être …… ou …….. .

Schéma récapitulatif :

→Le 2ème instrument de la politique conjoncturelle est la …….. : utilisation du budget de l'Etat par une action sur les …… et les ……. donc sur la …….. dans l'économie, pour atteindre certains objectifs choisis par le gouvernement afin de contrer les cycles économiques et réguler l'activité. La politique budgétaire peut être …… ou …….. .

Schéma récapitulatif :

1° La politique monétaire unique dans la zone euro

Document 14. La politique conjoncturelle monétaire dans la zone euro
VIDEO Qu'est-ce que la politique monétaire ? Avant 2021 | Banque de France (youtube.com)

Q1. Remplissez le tableau suivant à l'aide du document 14.

Politique monétaire dans la zone euro	**Définition**	**Politique monétaire** = ensemble des actions de la Banque Centrale Européenne sur la masse monétaire via le taux d'intérêt directeur pour agir sur la situation économique (croissance économique, emploi, niveau général des prix…) et en réguler les déséquilibres notamment maitriser l'inflation.
	Qui la met en œuvre dans la zone euro ?	
	Objectif(s)	
	Instrument conventionnel	

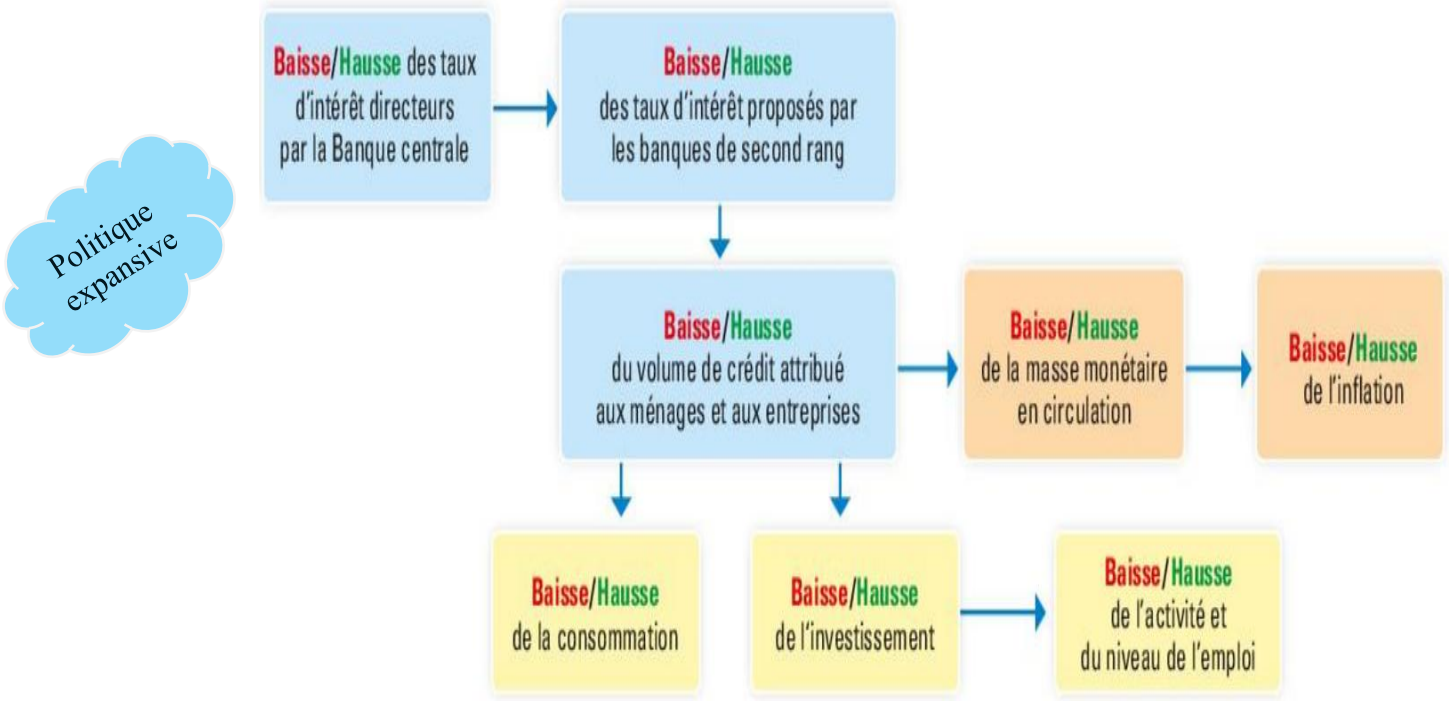
Les ……. pays de la zone euro ont **renoncé à l'…… de leur politique monétaire.**

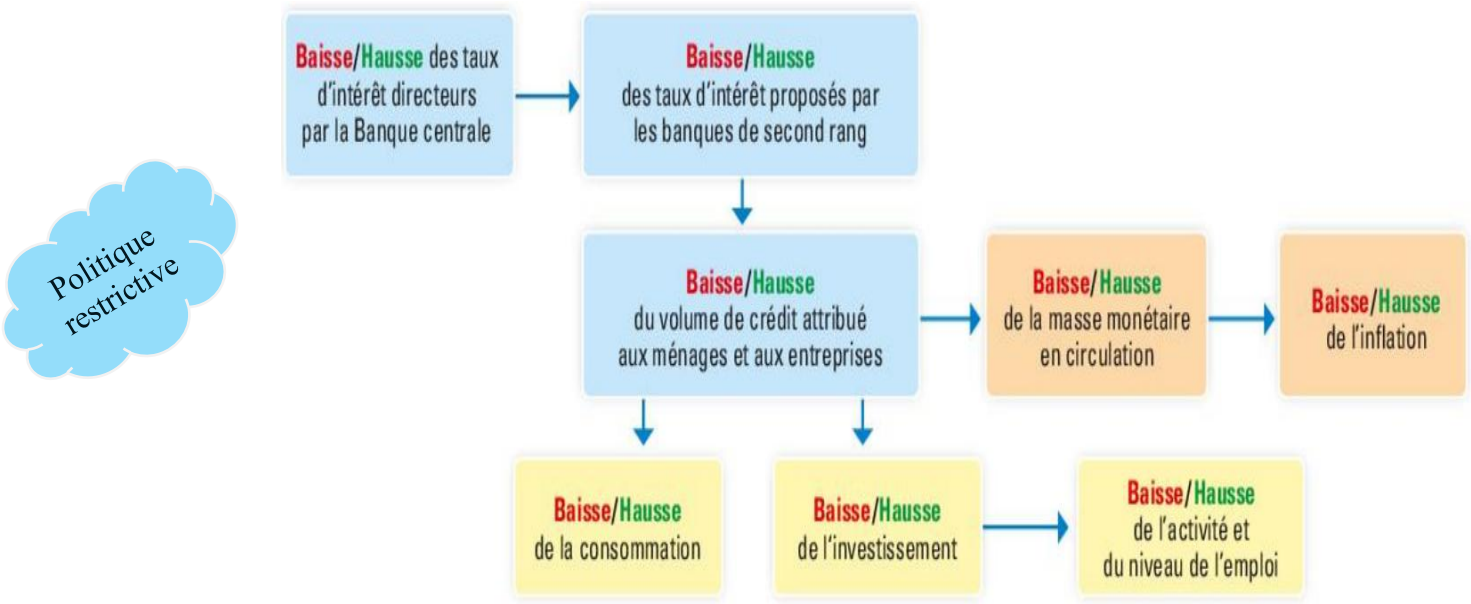
En effet, **seule la** ……. **gère la politique monétaire**. La BCE est **totalement …… des gouvernements des États et des autres institutions européennes.** En amont, elle fixe ses objectifs et ses moyens. En aval, elle n'a pas à rendre de comptes de ses résultats au pouvoir politique.
Par exemple, le Parlement européen ne peut pas sanctionner l'action de la BCE.

Le **principal objectif de la politique monétaire de la BCE est la ……. avec un …… inférieur à …….% en moyenne dans la zone euro** en agissant en priorité **sur les ……..** pour :

- **éviter un ……. trop élevé néfaste à la …….. des produits européens** sur les marchés extérieurs comme sur le marché intérieur de la zone euro.
- **éviter un taux d'inflation trop ……. et un risque de …….. .**
- **favoriser le commerce extérieur de la zone €uro et donc la …….. .**

Q2. Choisissez la bonne réponse (en barrant la mauvaise) pour montrer les effets d'une politique monétaire expansive/restrictive sur la conjoncture.





Q3. Complétez le tableau suivant

	POLITIQUE MONETAIRE EXPANSIVE/ DE RELANCE	**POLITIQUE MONETAIRE RESTRICTIVE/DE RIGUEUR**
OBJECTIFS		
MOYENS		
LIMITES		

2° Des politiques budgétaires nationales mais sous contraintes

Document 15. Qu'est-ce que la politique budgétaire ?
VIDEO **https://www.youtube.com/watch?v=MaXjsYE2hyY**

Document 16. Objectifs et instruments de la poltique budgétaire
La politique budgétaire est un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. En période de ralentissement de la croissance ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. On parle de politique de relance budgétaire. Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation (hausse des prix) ou des déficits extérieurs importants (déséquilibre des échanges avec le reste du monde), elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques. On parle de politique de rigueur budgétaire. (…)
En cas de ralentissement de l'activité économique, les dépenses publiques (indemnités chômage, certaines prestations sociales, etc.) tendent à augmenter spontanément, alors que les recettes perçues par l'État diminuent. Cette situation entraîne une dégradation du solde budgétaire[1]**.** Mais ce transfert de revenus de l'État qui s'opère au profit des ménages et des entreprises permet de compenser mécaniquement les effets négatifs du ralentissement économique comme la baisse des dépenses des agents économiques. Ces derniers perçoivent en effet des revenus supplémentaires dont une partie viendra alimenter la consommation et l'investissement

et stimulera la création d'emplois. Les recettes et les dépenses jouent ainsi le **rôle de stabilisateurs automatiques** du cycle économique. Lorsque la conjoncture économique se dégrade fortement ou en cas de crise, les pouvoirs publics peuvent décider d'intervenir directement et de mettre en œuvre des mesures spécifiques en termes de dépenses, d'impôts ou de transferts sociaux afin d'influer volontairement sur la conjoncture. Les pouvoirs publics prévoient un montant de dépenses publiques supérieur aux ressources prélevées sur les agents économiques. L'État peut augmenter certaines dépenses publiques comme la rémunération des fonctionnaires, les aides aux entreprises, les dépenses d'investissement dans des infrastructures, etc. ou diminuer certaines recettes (réduction de l'impôt sur le revenu pour les ménages, remises d'impôts pour les entreprises, etc.). Le déficit budgétaire permet ainsi de stimuler l'activité économique à court terme en favorisant une augmentation de la demande des agents économiques qui disposent de davantage de ressources monétaires pour la consommation ou l'investissement.
Source : https://www.vie-publique.fr/ Qu'est-ce qu'une politique budgétaire ? Septembre 2019
1 Solde budgétaire : différence entre les dépenses et les recettes de l'Etat.

Q1. Reliez chaque concept à sa définition.

Politique budgétaire	*	• Ensemble des emprunts souscrits par l'Etat pour rembourser le déficit public. (stock)
Déficit public	*	• Régulation de l'activité économique qui se produit en l'absence d'intervention publique.
Dette publique	*	• Utilisation du budget de l'Etat par une action sur ses recettes et ses dépenses pour atteindre certains objectifs choisis par le gouvernement afin de contrer les cycles économiques et réguler l'activité.
Stabilisateurs automatiques	*	• Situation dans laquelle les dépenses sont supérieures aux recettes de l'Etat. (flux)

Q2. A l'aide des documents 15 et 16, complétez le tableau suivant

	Politique budgétaire de relance	**Politique budgétaire de rigueur**
Qui la met en œuvre au niveau européen ?		
Objectifs :		
Instruments :		
Limites :		

Q3. En quoi peut-on dire que les dépenses et les recettes jouent-elles un rôle de stabilisateur automatique ?

En cas de fluctuations économiques, le budget de l'Etat agit comme un ……, cad qu'il permet d'atténuer les variations de l'activité économique sans intervention de l'Etat.

En effet, lors d'une phase de ralentissement de la croissance, la ……. ralentit et les ..…… qui en découlent diminuent (impôts, cotisations sociales …). Dans le même temps, le pouvoir d'achat des ménages et donc leur …….. diminuent, certains se retrouvent au …… .

Par conséquent, les …….. augmentent (allocation-chômage, prime d'activité …). La hausse des …… permet de soutenir la consommation des ménages et donc la …… .

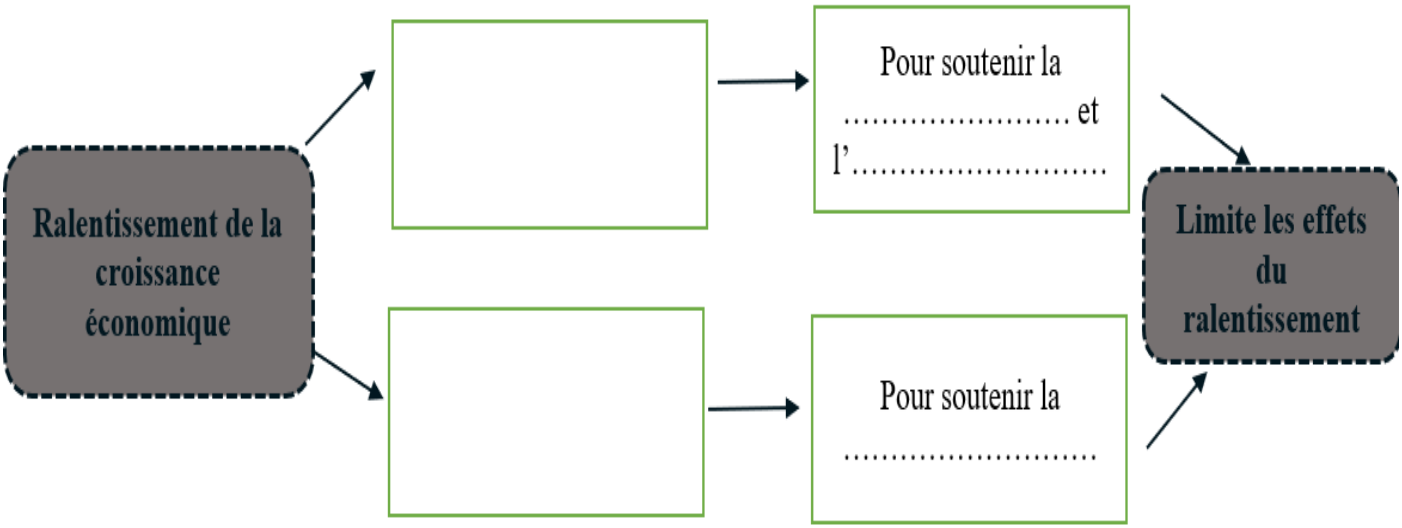
De même, la baisse des impôts et cotisations sociales des entreprises soutiennent la …… .

Ainsi les …….. agissent sur la conjoncture sans intervention directe de l'Etat.

C'est donc en cela que le budget de l'Etat agit en tant que …… .

Inversement, quand la croissance est forte, le ……. ralentit ou disparaît, ce qui freine à terme la …….. .

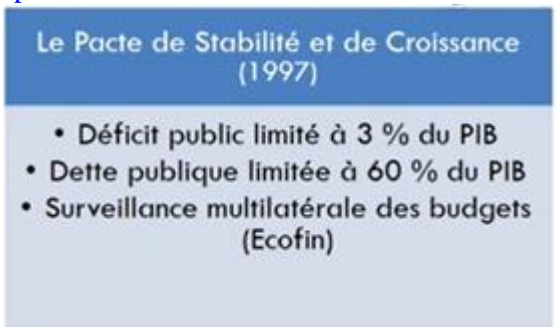
Q4. Complétez l'exemple de stabilisateur automatique dans le schéma suivant :



Document 17. Des politiques budgétaires encadrées

Pour faire partie de la zone euro, il faut en effet remplir 4 "critères de convergence"*. Les 3 premiers portent sur la stabilité des prix, du taux de change et des taux d'intérêt. Le dernier, à la fois le plus connu et le plus important, concerne les finances publiques. Le déficit ne doit pas dépasser 3 % du PIB, tandis que la dette doit être contenue sous le seuil de 60 % du PIB. Dès l'origine, respecter ces critères n'a pas été chose aisée. La France a dû mettre en œuvre une politique de rigueur pour y arriver.

Source : https://www.touteleurope.eu/actualite/l-euro-en-3-minutes.html



Q1. En quoi consistent les règles du Pacte de Stabilité et de Croissance signé par les pays membres de la zone euro ?

Dans la zone euro, les **politiques budgétaires restent essentiellement ……(= discrétionnaires, souveraines)** en raison notamment de la faiblesse du budget européen.

Toutefois, les pays de la zone €uro doivent respecter les …… signé en 1997, exigeant :

- …… ;
- ……

Ces contraintes …… , notamment en matière de relance de l'activité.

*Toutefois, **depuis 2011**, il existe une **clause dérogatoire au PSC. En cas de crise exceptionnelle**, les États ne sont plus tenus aux efforts pour respecter les limites fixées. Exemple, en mars 2020, suspension par les autorités européennes de toutes les règles de limitation en raison de la crise de COVID-19.*

Q2. Pourquoi peut-on parler de coordination par les règles dans la zone euro ?
Avec la mise en place du …….. , on parle d'une **coordination par les règles** car la coordination est assurée par des …….. qui …….. les choix des politiques économiques.

…… = procédure par laquelle les décisions des agents économiques sont rendues cohérentes entre elles.

En effet, dans la zone euro, il existe une **……** **……** Cette priorité aux règles prive les autorités politiques de la possibilité de mettre en œuvre des mesures ……. (souveraines) lorsque la situation l'exige (comme après la crise de 2008).

Mais la mise en œuvre des politique conjoncturelles au sein de l'UE se heurte à des difficultés.

III. LES DIFFICULTES DE COORDINATION DES POLITIQUES CONJONCTURELLES DE LA ZONE EURO

***Objectif d'apprentissage** : comprendre les difficultés soulevées par la coordination entre une politique monétaire unique et des politiques budgétaires souveraines mais contraintes par le PSC (défaut de coordination, chocs asymétriques)*
***Concepts indispensables** : coordination, défaut de coordination, choc asymétrique.*

Les politiques économiques (monétaire et budgétaire) mises en œuvre dans la zone européenne se heurtent à des limites.

A) UN DEFAUT DE COORDINATION DES POLITIQUES CONJONCTURELLES

1° Défaut de coordination entre la politique monétaire unique de la BCE et les 27 politiques budgétaires discrétionnaires

Rappel : Politique discrétionnaire = politique souveraine = politique nationale cad menée par l'Etat en totale autonomie.

Document 18 . Les limites de la coordination par les règles
L'instauration de la monnaie unique et l'application du Pacte de Stabilité et de Croissance soulèvent [plusieurs] débats. […] Le premier concerne la difficulté à mettre en œuvre une politique mixte (ou policy mix) au niveau européen. Dans le contexte actuel où la politique monétaire n'est utilisée que pour lutter contre l'inflation, la

politique budgétaire des Etats doit faire face seule à la régulation de la production et de l'emploi. Or elle bute sur les règles du PSC qui sont procycliques (en période de ralentissement conjoncturel, les Etats doivent réduire leurs dépenses et augmenter les impôts pour limiter leur déficit public).
Le deuxième débat est de nature politique. Faute d'une intégration politique suffisante et d'une capacité à faire des choix politiques au niveau européen, les pays membres de la zone euro (et plus largement de l'Union européenne) s'en sont remis à l'application de règles (celle du Pacte de Stabilité et de Croissance notamment). […] Cette situation empêche l'Europe de faire des choix stratégiques qui s'imposent dans une économie mondiale en pleine mutation, […] enfin elle sape la légitimité politique de la construction européenne dans la mesure où les citoyens ont le sentiment d'une certaine impuissance des responsables de la politique économique.
Source : A. Beitone et alii, Aide-mémoire Economie, Sirey, 5ème édition, 2012.

Q1. Répondez aux questions suivantes :

➔ Qui mène la **politique monétaire** dans la zone euro ?

➔

➔ Quel est l'objectif principal de la politique monétaire ?

➔ Qui mène la **politique budgétaire** dans la zone euro ?

➔ Quel est l'objectif principal de la politique budgétaire ?

Q2. Reliez chaque concept à sa définition.

Policy mix (politique mixte)	*	• Manque de cohérence entre la politique monétaire et la politique budgétaire qui ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs.
Défaut de coordination	*	• Ensemble des combinaisons possibles entre politique monétaire et politique budgétaire afin de réduire les déséquilibres macroéconomiques.

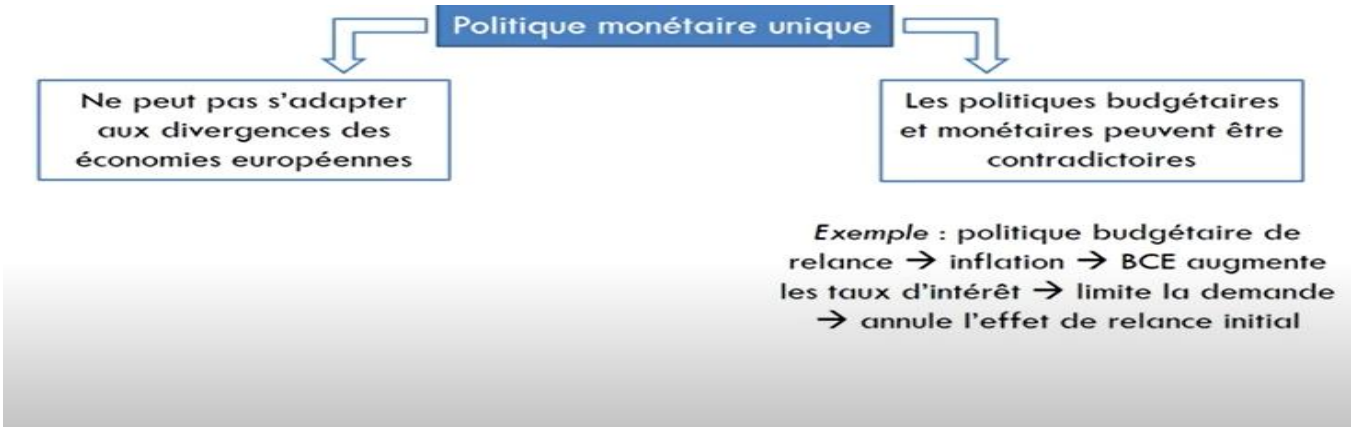
Apport du professeur :
La politique monétaire et la politique budgétaire peuvent être combinées pour relancer ou freiner l'activité économique. Par exemple, une politique budgétaire expansionniste peut s'accompagner d'une politique monétaire expansionniste et inversement. De même, une politique budgétaire de relance visant à soutenir la production peut s'accompagner d'une politique monétaire de rigueur visant à lutter contre l'inflation.
Ainsi, on **coordonne la politique monétaire et la politique budgétaire pour lutter contre les déséquilibres économiques et soutenir la production**. Pour désigner cela, les économistes parlent de « **Policy-mix** » (politique mixte).

Q3. Pourquoi donc le Policy mix est problématique dans la zone euro ?

Le policy mix européen est problématique dans la zone euro car une **……** est menée par la **BCE** à l'échelle de la zone euro (**supranational**) alors que les …… sont …….. et **…….** par le …….. .

Il y a donc **……** dont **l'objectif est la …… …….. et ……** dont les objectifs divergent.

➔



Source : cours inversé du site sesversailles.

Ainsi, pour compenser les effets contrastés de la politique monétaire unique et résorber les déséquilibres économiques (chômage, inflation, déficit extérieur) les **différents Etats-membres vont devoir utiliser leur ……..** (expansive ou restrictive selon le cas de chaque pays).

Par exemple, lorsqu'un pays subit un ralentissement de son activité économique : baisse de la croissance et hausse du chômage, ce pays a donc intérêt à mettre en œuvre une politique ……. .

En effet, en augmentant ses …….. et en …….. ses recettes, l'Etat provoque une ……. qui favorise l'activité économique. Cependant, si dans le même temps, la BCE décide de mener une politique monétaire restrictive afin de lutter contre l'inflation grandissante dans la zone euro, cela va …….. la politique budgétaire mise en œuvre par le pays précédent. Cette politique monétaire restrictive va certes réduire l'inflation dans la zone euro, grâce à la baisse du taux d'intérêt directeur, mais va également provoquer une ……. dans les pays de la zone euro. Par conséquent :

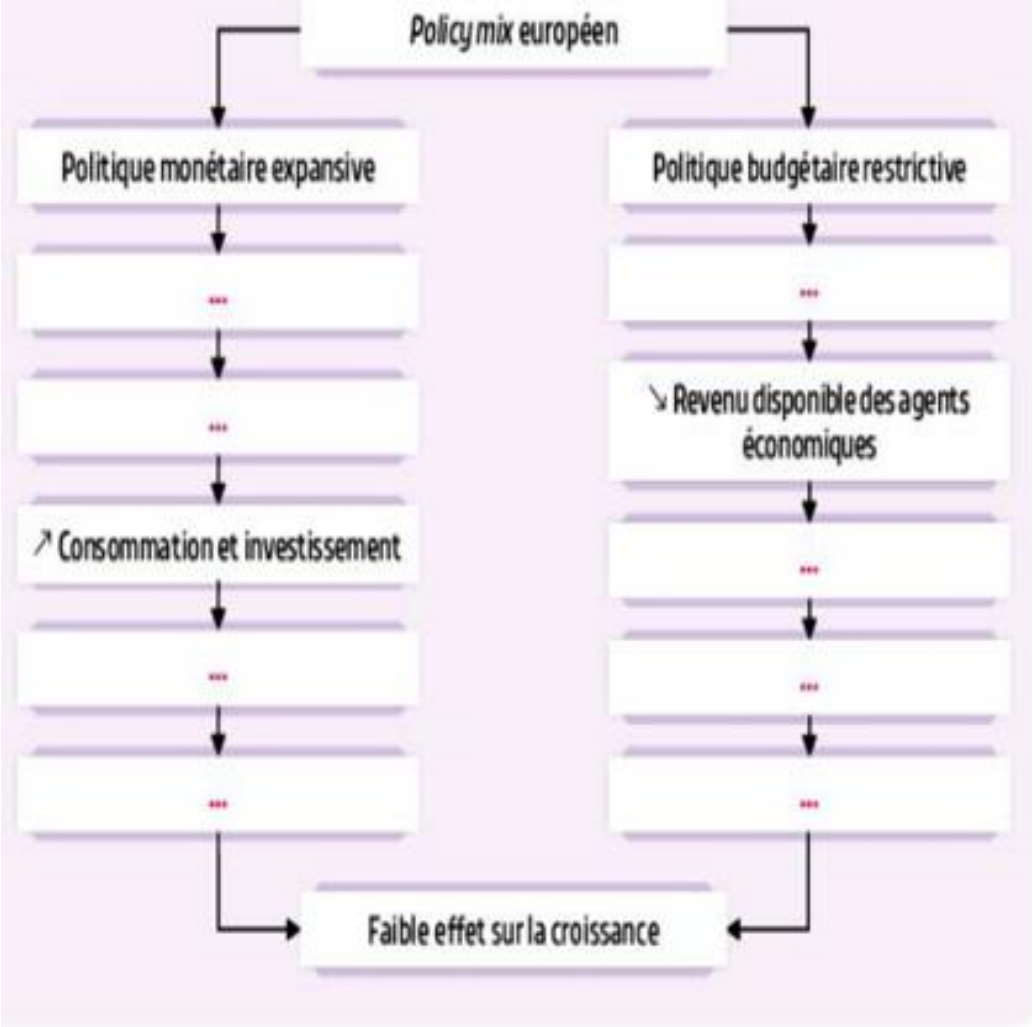
Le **…….. .**

Illustration :

Le *policy mix* est la combinaison des politiques budgétaire et monétaire dans une zone intégrée. Quatre combinaisons sont possibles.

Politique budgétaire \ Politique monétaire	restrictive	expansive
expansive	1	2
restrictive	3	4

Complétez le schéma ci-dessous avec les termes suivants : Baisse DG – Baisse TID – Baisse CF et I – Hausse DG – Hausse P° - Baisse P° - Baisse DP et/ou Hausse PO – Hausse des Crédits



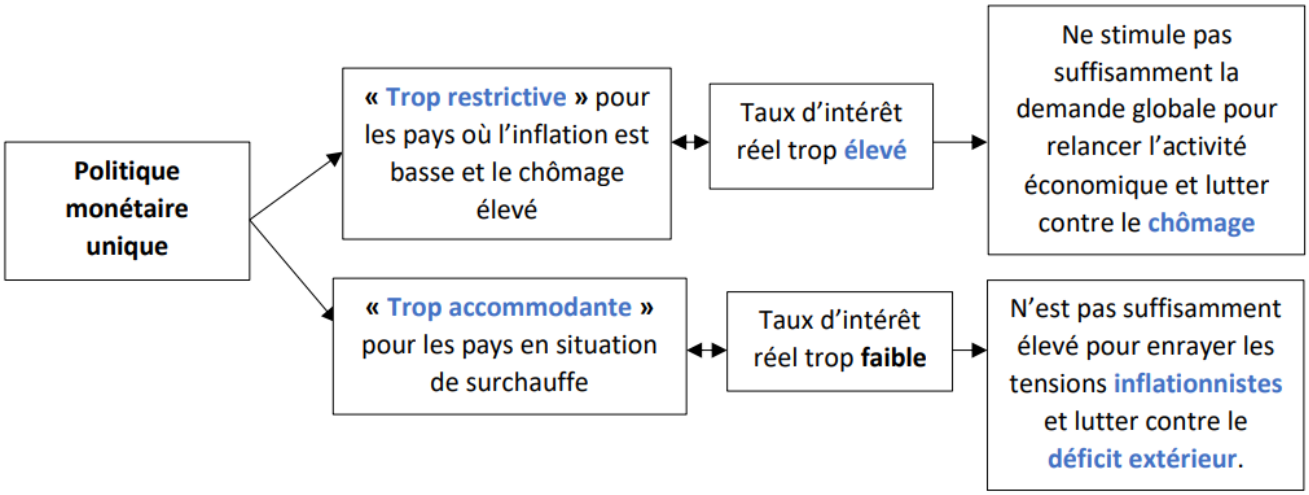
Q4. Montrez que la politique monétaire unique peut avoir des effets contrastés sur les différents pays de la zone euro.

Dans la zone euro, la BCE détermine sa politique monétaire en fonction des conditions macroéconomiques moyenne de la zone. Les **taux d'intérêts fixés** sont donc les **……. quelle que soit leur situation économique.**

Aussi, la **politique monétaire unique** a des **…….. sur les différents Etats-membres de la zone euro.**

En effet, la politique monétaire unique est :

- **trop ……pour les pays qui connaissent une ……..**
- **trop …… pour les pays qui connaissent une période de …….** .



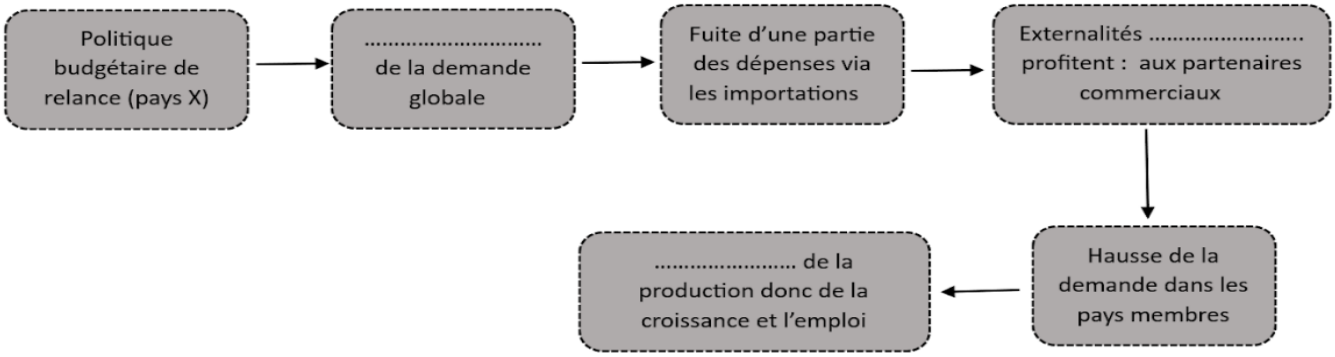
Source : cours de M. Osenda pour Eloge des SES

2° Défauts de coordination entre les politiques budgétaires discrétionnaires menacées par des comportements de passager clandestin

Q5. Expliquez en quoi les politiques budgétaires nationales peuvent être menacées par des comportements de passagers clandestins de pays de la zone euro et les empêcheraient alors de se coordonner.

La mise en œuvre d'une politique budgétaire de relance dans un pays dégage des **……** dont peuvent bénéficier les pays membres de la zone euro.

Par exemple ici, que se passe-t-il lorsqu'un pays membre de la zone euro met en œuvre une politique budgétaire de relance sur son territoire ? → **Remplissez le schéma ci-dessous :**



Passager clandestin = comportement qui consiste à profiter des bénéfices d'une action collective sans y avoir participé.

Or, si une politique de relance dans un pays peut être bénéfique pour la croissance des pays voisins, en revanche cela peut conduire ces derniers à adopter des **stratégies de …… .**

En effet, la **politique budgétaire de relance est ……** pour le pays qui la met en œuvre. Or, les pays membres de la zone euro **bénéficient des …… de la politique budgétaire de relance du pays voisin** (stimule les exportations donc la demande globale). Ainsi les pays membres ont **…… à se comporter en passager clandestin** dans la mesure où ils …… .

Q5. Pourquoi des règles de coordination ont été mises en œuvre pour encadrer les politiques budgétaires des Etats membres ?

Ces règles de coordination du PSC ……. l'autonomie des politiques budgétaires, notamment en matière de relance de l'activité, mais sont **…….** pour éviter que certains pays de la zone euro **se comportent en ……. .**

Enfin, les **politiques budgétaires discrétionnaires** ne sont **…… et ont du ……. ce qui ne favorise donc pas la ……. de la zone euro dans son ensemble** (cf. DM).

B) DES REACTIONS COMPLEXES DES POLITIQUES CONJONCTURELLES AUX CHOCS ASYMETRIQUES

1° Les chocs asymétriques renforcent les défauts de coordination de la politique monétaire unique

EXERCICE :

Q1. Reliez chaque concept à sa définition.

Choc asymétrique *

- Evènement affectant l'ensemble des pays de l'UE ou tous les pays avec une intensité identique.

Choc symétrique *

- Evènement affectant seulement 1 pays ou avec une intensité différente selon les pays.

Q2. Parmi les propositions suivantes, lesquelles constituent des chocs asymétriques ? Barrez les réponses fausses et justifiez votre réponse à chaque fois.

1. La hausse du prix du pétrole
2. L'accueil des JO par la France
3. L'arrivée d'un million de réfugiés syriens en Allemagne
4. Une récession aux Etats-Unis
5. Un ouragan en méditerranée
6. Une baisse de la demande mondiale d'automobile
7. Une hausse des droits de douane américains sur le vin
8. La crise sanitaire du Covid-19

Q3. Pourquoi les JO 2024 constituent-ils un choc asymétrique ? Ce choc est-il positif ou négatif ?

Les Jo constituent un choc asymétrique car seule la France est concernée par cet évènement dans la zone euro. De plus, les JO sont un choc asymétrique …… car il permet une ……. .

Q4. Quelles sont les conséquences d'une hausse de la demande globale en France ? Barrez chaque réponse fausse et indiquez en face de chaque réponse juste, s'il s'agit d'un effet positif ou d'un effet négatif.

a. Une hausse de la croissance économique.
b. Une baisse de la croissance économique.
c. Une hausse du chômage.
d. Une baisse du chômage.
e. Une hausse du chômage.
f. Une hausse de l'inflation.
g. Une baisse de l'inflation.

Q5. Suite à cette hausse de la demande globale, quelle politique devrait être mise en œuvre pour être favorable à la France ?

Suite aux JO, l'**……..** risque d'augmenter → Mise en œuvre d'une **politique ……..** : en augmentant les …….. , le coût du …… augmente et les agents économiques …… moins, d'où une baisse de la …… et de l'…… provoquant le ralentissement de la ……. mais qui permet surtout une …… de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie et in fine de baisser …….. .

Q6. Cette politique monétaire restrictive serait-elle adaptée à l'ensemble de la zone euro ? Justifiez et illustrez votre réponse.

…….. cette politique monétaire restrictive …… adaptée à l'ensemble de la zone euro.

En effet, en cas de choc asymétrique, …….. est affectée par cet évènement. Par conséquent, les autres pays membres n'ont pas nécessairement connu une inflation importante.

Or, mener une politique monétaire restrictive peut être ……. pour l'économie de certains pays, notamment ceux ayant un fort …… et/ou un faible ……. car la politique monétaire restrictive a pour effet de …… ce qui joue donc un effet négatif sur la …….. et le …… .

Q7. Montrez que les défauts de coordination de la politique monétaire se renforcent en cas de choc asymétrique.

Ainsi, **les chocs asymétriques renforcent les défauts de coordination de la politique monétaire unique.**

En effet, au sein de la zone euro, un pays qui subit un choc asymétrique ne peut pas utiliser la politique …….. pour résorber le déséquilibre économique qui apparait car elle est mise en œuvre par l'institution supranationale qu'est la ……. => chaque Etat-membre en intégrant la

zone euro, …… sa souveraineté monétaire. La politique monétaire menée par la BCE pour toute la zone €uro est unique et ne peut pas concerner …….. pays.

Ainsi, si un pays de la zone €uro subit un choc asymétrique négatif, sa conjoncture se dégrade (récession voire dépression et hausse du chômage). Il devra utiliser sa politique ……. (qui est elle-même soumise à des …… (voir 2°)).

La zone euro n'est donc pas une zone monétaire optimale* puisqu'elle ne possède **pas de mécanismes d'absorption des chocs asymétriques qui reposent surtout sur les politiques ……** . Or ces dernières étant encadrées par le …….. , les gouvernements peuvent se retrouver face à un **dilemme** : ne pas respecter les règles ou subir la récession … C'est ce que nous allons voir à présent.

* **Zone monétaire optimale (ZMO)** = région géographique où l'utilisation d'une seule monnaie ou d'une politique monétaire commune est considérée comme bénéfique pour l'ensemble des pays membres.

2° Les chocs asymétriques limitent les politiques budgétaires discrétionnaires contraintes par le PSC

Document 19. déficit, dette publique et croissance économique

Déficit, dette publique et croissance aux Pays-Bas et en France en 2018

	Pays-Bas	France
Déficit / Excédent public (en % du PIB)	+1,5	−2,5
Dette publique (en % du PIB)	52,4	98,4
Taux de croissance du PIB réel (en %)	2,6	1,7

Source : données Eurostat.

Q1. Rappelez les deux critères du PSC concernant la dette publique et le déficit public des Etats membres de la zone euro ?

Q2. En faisant des recherches, précisez à combien s'élèvent la dette publique et le déficit public français en 2024 ?

Déficit public = …… % du PIB et la dette publique à près de …….. %du PIB.

Q3. Montrez qu'il est plus difficile pour la France de que pour les Pays-Bas de relancer la croissance économique.
Il est plus difficile pour la France que pour les Pays-Bas de relancer sa croissance économique.
En effet, les politiques budgétaires sont encadrées par le PSC pour …….. les situations économiques de la zone euro. Par conséquent, les politiques budgétaires sont contraintes par deux critères : premièrement le déficit public, qui ne doit pas dépasser 3% du PIB ; et la dette publique qui doit rester inférieure à 60% du PIB. Ainsi les pays membres n'ont pas la possibilité de relancer leur économie de manière illimitée. En 2018, la France est en …… alors que les Pays-Bas sont en …… : leurs recettes sont ……. à leurs dépenses et peuvent donc utiliser cet argent pour favoriser l'activité économique. Tandis que

la France, en déficit proche de 3%, est ……. . De plus, la France ne peut pas …… pour combler le déficit et relancer son économie car sa ……. atteint déjà 98.4% du PIB, ce qui dépasse largement les ……% autorisés par les institutions européennes. En revanche, les Pays-Bas, avec une dette …… aux règles imposées par le PSC, peuvent plus facilement …….. et réinjecter cet argent dans l'…….. du pays à travers une politique ……. .

Q4. Qu'en concluez-vous quant aux risques d'inefficacité de la politique budgétaire discrétionnaire sous contraintes du PSC, en cas de chocs asymétriques ?

Ainsi, comme la **politique …… est encadrée par le PSC**, elle ne dispose **……** et se heurte au risque d'…… pour sauver l'économie du pays en crise en cas de **chocs asymétriques**.

En effet, le PSC limite la possibilité de mettre en place à l'échelle de la zone euro des politiques budgétaires …… (en complément de la politique monétaire) pour relancer l'activité économique et favoriser la …….. de la zone euro.

Le PSC limite également la mise en place d'une politique budgétaire …… pour compléter les effets de la politique monétaire (selon la conjoncture économique du pays).

Les règles du PSC sont ……. et n'ont pas empêché la **crise des dettes souveraines.**